

## *Chapitre 13*

### WUHAN : LE CENTRE RÉVOLUTIONNAIRE

L'Internationale communiste avait déclaré que le coup d'État de Chiang Kai-shek confirmait ses analyses et ses prédictions. Allant plus loin, elle avait déclaré que le massacre des ouvriers à Shanghai « n'aurait pu être empêché ». A Wuhan, le Kuomintang de gauche ne pouvait tout à fait garder la même désinvolture. Dans un manifeste destiné à frapper Chiang Kai-shek d'anathème, le Comité exécutif central déclara : « Depuis longtemps, nous étions au courant de ce complot, et maintenant nous regrettons notre manque de décision avant qu'il n'ait été trop tard. A ce propos nous présentons nos plus sincères excuses. » Dans une autre mise au point, il ajouta : « Il faut déplorer que le choix erroné du commandement militaire ait conduit à de telles difficultés. Les camarades de notre parti, trop portés à l'indulgence, ont, à plusieurs reprises, et trop souvent fermé les yeux, certes à contrecœur, sur de nombreuses irrégularités<sup>1</sup>. » A Hankow, tous les dirigeants expliquaient comment ils avaient effectivement fermé les yeux sur l'obstination de Chiang, et comment ils avaient « espéré » qu'il ne la pousserait pas trop loin. La délégation du Comintern qui, seulement trois semaines plus tôt, avait salué avec enthousiasme les relations idylliques du peuple et de l'armée au Kiangsi, fournissait maintenant des noms, des dates, des lieux et des détails sur la sauvage terreur que Chiang avait déchaînée sur la province dès le mois de février. Et même maintenant, semblait-il, son crime le plus grave était d'avoir établi un gouvernement rival à Nankin. Ce geste, déclara la délégation d'une façon officielle,

est moins pardonnable que les nombreuses irrégularités qui l'ont précédé, à savoir, le coup d'État du 20 mars, les attaques contre l'aile gauche du Kuomintang, l'anéantissement du mouvement ouvrier et du mouvement paysan au Kiangsi et au Chekiang, et pour finir l'assassinat des ouvriers de Shanghai. Nous observions toutes ces exactions avec une grande anxiété, mais nous espérons qu'il hésiterait à trahir ouvertement le Mouvement nationaliste. Dans une période aussi critique de la révolution nationaliste, préserver le front est un impératif qui prime tout autre, et l'on peut fermer les yeux sur tous les crimes de ceux qui combattent l'impérialisme. Mais... les crimes de Chiang Kai-shek ne se sont pas arrêtés avec le massacre des ouvriers du Kiangsi et de Shanghai. Ils ont atteint leur sommet dans une rébellion contre le parti et le gouvernement du peuple <sup>2</sup>.

La mise au point continuait en rappelant comment la délégation avait télégraphié à Chiang le 13 avril, le pressant de revenir sur ses menées séparatistes et offrant, s'il acceptait ce conseil, de lui rendre visite afin de l'en persuader. « Il négligea de répondre à notre télégramme et il poursuivit son plan pour créer une scission dans le parti. » En d'autres termes, si Chiang, même à ce moment, n'avait commis l'erreur de vouloir établir un régime séparé, tous ses autres crimes auraient pu être « momentanément oubliés ». Ce n'était pas la tuerie de Shanghai qui avait fait de lui un « traître au visage découvert », c'était sa façon d'avoir voulu édifier un gouvernement rival à Nankin. Le Comintern avait pensé que Chiang tiendrait compte de ses avertissements. Il n'en avait rien fait. Les ouvriers de Shanghai payèrent de leur vie cette erreur d'appréciation.

Wang Ching-wei était également parmi ceux dont les espoirs mal fondés s'étaient révélés si coûteux pour les ouvriers de Shanghai. Discutant avec Chiang les bases d'un accord deux semaines plus tôt à Shanghai, Wang déclarait maintenant : « J'espérais toujours qu'il réagirait, qu'il briserait les liens qui le rattachaient à la réaction... je lui promis de réclamer au Comité central la convocation d'une conférence pour régler tous les problèmes en suspens... Lorsque j'arrivai ici, je comptais encore, en dépit de tout, sur un revirement. Et, dans mon rapport, je ne me livrai à aucune attaque contre Chiang <sup>3</sup>. » Wang avait cru persuader Chiang d'attendre un règlement « pacifique et légal » de tous ses griefs. Il était tombé d'accord avec Chiang sur les objectifs essentiels, l'interdiction des communistes et la prééminence du pouvoir militaire. Mais les événements avaient démontré que Wang était

seulement le paravent qui avait servi à masquer les prémices du coup. Le pire, du point de vue de Wang, était que l'accord avec Chiang aurait préservé les titres qui flattaient si agréablement ses oreilles; il se considérait en effet comme le successeur et l'héritier légitime de Sun Yat-sen et par là le détenteur de la légalité révolutionnaire. Chiang, mettant sur pied un gouvernement rival, outrageait mortellement ces prétentions. Wang était consterné de voir la classe dirigeante donner sa préférence aux services et aux méthodes de Chiang plutôt qu'aux siennes. Tout au contraire du Comintern, Wang ne se souciait pas de la révolution agraire et de sa direction. Il désirait trouver, ainsi que Ch'ü Ch'iu-pai le reconnaîtra plus tard, la façon de « concurrencer Chiang dans le cœur des bourgeois du Sud-Ouest, ceux du Chekiang et du Kiangsi<sup>4</sup> ». Wang, petit-bourgeois radical, dépositaire de la confiance de l'Internationale communiste, espérait prouver aux banquiers et aux gros commerçants que Chiang les « opprimait » et que lui, Wang, saurait bien les sauver à la fois de la menace populaire et des vexations militaristes.

Sous la direction de Wang, le Comité exécutif central du Kuomintang, le 17 avril, laissa tomber sa sentence, excommuniant Chiang et ses associés, répertoriant leurs crimes, les chassant du parti et les privant de toute fonction gouvernementale. Cette décision n'était pas dépourvue de force; seulement de force d'application. Le seul moyen de rendre exécutoire cette sentence était de se porter vers Chiang avec des troupes. Chiang était suffisamment vulnérable, mais Wuhan trop conscient de ses affinités avec Nankin. Interrogés sur leur désir d'attaquer Chiang, les dirigeants de Wuhan répondaient avec onction qu'ils laissaient cette tâche aux ouvriers et aux paysans du propre territoire de Chiang : « Le peuple se lèvera bientôt contre Chiang et ses acolytes, déclarait le dirigeant Kuomintang T'an Yen-k'ai, aussi, ne considérons-nous pas leur rébellion comme sérieuse; elle est vouée à l'échec<sup>5</sup>. » Borodine, soumis, se faisait l'écho d'un vœu aussi pieux. A un correspondant de presse japonais, qui lui demandait si Nankin serait réprimé par les armes, il répondit : « Ce sera à peine nécessaire. Le processus de désintégration qui achèvera Nankin est déjà en cours. Laissons-les, livrés à eux-mêmes, suivre leur pente, ils tomberont de l'intérieur<sup>6</sup>. » De son côté, Chiang Kai-shek n'eut aucun geste hostile envers Wuhan. Se heurtant à une opposition

aussi précaire, il avait sans aucun doute sa propre conception sur la façon dont elle « tomberait de l'intérieur ».

« Toute hostilité et considération personnelle mise à part, et en dépit de cette réelle rupture, quelques liens avec Chiang demeuraient intacts... » écrivait Fischer-Borodine dans son analyse après coup. « Bien des choses séparaient Wuhan de Nankin, mais quelque chose les tirait l'un vers l'autre. » Ainsi, à la place d'un irréductible antagonisme, il y avait quelque chose de fondamental qui reliait le « centre révolutionnaire » au « centre contre-révolutionnaire ». Ce quelque chose, c'était l'intérêt politique essentiel qu'ils servaient tous deux. Wang Ching-wei et son allié militaire T'ang Sheng-chih pensaient que s'ils parvenaient à étendre le domaine de Wuhan, s'ils parvenaient à arracher le Honan aux armées nordistes, « ils pourraient », pour prendre à nouveau les propres termes de Fischer-Borodine, « être les interlocuteurs de Chiang <sup>7</sup> ». Une victoire militaire aboutissant à l'occupation de Pékin aurait effectivement remonté leur cote, et donc fait baisser celle de Chiang, auprès des bourgeois du pays. S'ils pouvaient y parvenir (et le succès de l'opération dépendait entièrement, comme nous le verrons, de la coopération militaire avec Feng Yü-hsiang), ils seraient les maîtres du pays, et Chiang Kai-shek devrait en tenir compte.

Tels étaient les calculs stratégiques de la direction « révolutionnaire » du Kuomintang à Hankow. Qu'ils collent parfaitement avec les aspirations napoléoniennes de T'ang Sheng-chih, personnellement, ceci n'avait, par ailleurs, rien d'accidentel. Le général hunanais, qui protestait quotidiennement de sa loyauté révolutionnaire, rêvait aussi du jour où, tenant bien en main un mouvement suffisamment puissant, il pourrait, à son tour, trahir selon ses intérêts. Ainsi, parallèlement à l'expulsion de Chiang, le gouvernement de Wuhan donna l'ordre de se diriger vers le Honan, et les armées aussitôt se mirent en route. Mais on ne pouvait prendre Pékin en un jour, et en attendant les dirigeants de Wuhan durent affronter les innombrables difficultés que le coup de Chiang avait entraînées. Le plus dur étant encore d'affronter le mouvement des masses.

Les événements de Shanghai étaient survenus alors que le mouvement des masses en Chine centrale connaissait son plus haut développement. Au Hunan, au Hupeh les paysans, à leur manière plébéienne, traduisaient les mots en actes, agissant à grands coups pour leur propre compte.

Les hobercaux et les grands propriétaires, qui avaient fait retraite précipitamment, s'enhardirent après le coup de Chiang. Ils commencèrent à s'organiser et à rendre coup pour coup. Les dirigeants de Wuhan essayèrent de s'insérer entre les deux forces en présence. Alors que tout se décidait dans les villes et les villages, les radicaux de Wuhan continuaient à caresser l'illusion que leurs commissions, leurs décrets et leurs résolutions réglaient le sort de la nation. En réalité, le fossé entre leurs professions de foi et leurs actes allait être traversé par des forces sur lesquelles ils n'exerçaient aucun réel contrôle. Les Wang Ching-wei ne sont pas des Chiang Kai-shek. Pris entre les deux branches de l'étau, ils ne voulurent pas se dégager hardiment. Pour s'être contorsionnés, avoir démoralisé et dressé des obstacles, pour avoir temporisé et renâclé, ils se firent prendre les rênes des mains par plus décidé qu'eux; mais jusqu'au bout ils eurent à cœur de montrer aux hobereaux, aux grands propriétaires, aux impérialistes et aux propriétaires d'usines que Chiang n'avait pas été leur seul porte-parole.

Du point de vue des impérialistes, les événements de Shanghai avaient modifié la situation radicalement. Ils comprirent sans difficulté que l'équilibre des forces venait de pencher en leur faveur. Ils avaient cédé, pied à pied, le terrain que leur contestait l'avance d'un mouvement de masse qu'ils ne pouvaient écraser eux-mêmes. Jusqu'à présent, ils avaient fait de prudents sondages pour trouver le moment d'une reprise du dialogue avec la bourgeoisie chinoise. Le bombardement de Nankin, en mars, avait hâté le marchandage. Le 12 avril le marché était conclu. Maintenant leur ton montait. Les escadres étrangères augmentèrent le nombre de leurs unités dans chaque port d'importance stratégique. Le 21 avril, la *Vindictive*, un croiseur de 10 000 tonnes, la plus puissante unité britannique dans les eaux chinoises, rejoignit trente-cinq navires de guerre étrangers mouillés à deux kilomètres l'un de l'autre le long du *bound* de Hankow. En une semaine ils étaient quarante-deux, détachés des flottes britannique, japonaise, américaine, italienne et française.

Au Japon, le nouveau premier ministre, le baron Tanaka, « signala clairement que la période de retrait dans les affaires chinoises touchait à sa fin ». Les correspondants de presse à Tokyo rapportaient que « les coups victorieusement portés par Chiang Kai-shek aux rouges avaient amené ce changement que les observateurs japonais des

affaires chinoises avaient espéré ». A Londres, on annonçait joyeusement que : « En ce qui concerne la Chine, la situation diplomatique a totalement évoluée; (le gouvernement de Wuhan) n'est plus en selle, et d'ici quelques semaines se sera évanoui<sup>8</sup>. » Aux États-Unis un brusque relâchement des pressions officielles se refléta dans la presse métropolitaine où les nouvelles de Chine avaient quitté les premières pages.

L'hostilité résolue à l'égard des puissances, après les succès diplomatiques qu'avait entraînés la prise de la concession britannique de Hankow par les ouvriers en janvier, disparut. Brusquement, les dirigeants de Wuhan en revinrent à une attitude de respectueuse et d'humble sollicitation. Les affiches anti-impérialistes furent arrachées des murs de Hankow. Les missions étrangères, les édifices religieux, occupés par les ouvriers, les paysans et les soldats qui les utilisaient comme sièges de leurs organisations, furent restitués à leurs propriétaires. « Le ministère des Affaires étrangères, au lieu d'être simplement courtois et aimable, est devenu maintenant énergique et même tranchant à l'égard des difficultés rencontrées par les ressortissants étrangers », écrivit, charmé, un de ces ressortissants<sup>9</sup>. « Le sujet de toute conversation, en tout lieu, câbla le 25 août le correspondant du *New York Times*, est la métamorphose qui s'est accomplie ces deux ou trois derniers jours. »

De nouveaux décrets furent promulgués par le gouvernement, et diffusés par l'Union générale du Travail du Hupeh, restreignant les pouvoirs de police des piquets de grèves et interdisant tout acte qui pourrait irriter les étrangers ou qui serait susceptible de porter préjudice à la propriété et au commerce étrangers. Des sanctions détaillées furent prévues pour les ouvriers coupables de désobéissance<sup>10</sup>. Le ministre des Affaires étrangères, Eugène Ch'en, cita ces décrets dans une supplique personnelle au consul général des États-Unis et à une délégation d'hommes d'affaires, qu'il reçut le 23 avril. « Le ministre a ébauché les mesures en cours pour restaurer les conditions indispensables aux affaires et au commerce étrangers; il a insisté sur le fait que la classe laborieuse a résolu de s'imposer l'autodiscipline révolutionnaire nécessaire à la bonne application de ces mesures gouvernementales<sup>11</sup>. »

Le gouvernement invita sans aménité les travailleurs à reprendre le travail à Changsha, où avait commencé une grève générale contre les entreprises américaines pour

protester contre le rôle de la flotte des États-Unis dans le bombardement de Nankin. Il fut ordonné aux travailleurs d'évacuer l'Union chrétienne des jeunes gens qu'ils avaient réquisitionnée, et de cesser la grève dans les entreprises minières et pétrolières américaines de la capitale du Hunan, en se fondant sur ce fait que « toute action entreprise sans limitation et librement, qu'elle soit en elle-même juste ou fausse, ne peut que venir troubler la politique d'unification du parti, et en même temps infligerait au mouvement anti-impérialiste un coup très lourd... toute action mal appropriée doit être rectifiée et l'on doit prévenir ses réapparitions possibles à l'avenir<sup>12</sup> ».

En même temps que la presse de Wuhan commençait à expliquer la « nécessité d'adapter » la politique étrangère gouvernementale, les dirigeants de Wuhan tentèrent grossièrement d'appliquer une vieille tactique chinoise : jouer un barbare contre l'autre. Les espoirs qu'avaient fait naître dans les cœurs nationalistes les zigzags apparemment contradictoires de la politique américaine avaient été déçus par les canons américains, qui, lors du bombardement de Nankin, avaient tonné plus que les autres. Mais les canons japonais étaient restés muets, et un officier subalterne japonais avait même cherché, en se faisant hara-kiri, à masquer la honte que lui procurait l'indulgence coupable de son gouvernement. Les anti-impérialistes de Wuhan crurent habile de se tourner vers le Japon.

« Alors que la révolution chinoise ébranle les racines réelles de l'impérialisme britannique, écrit l'organe officiel du Comité exécutif central, elle soutient l'effort qu'un Japon amical fait pour s'assurer une position stable en tant que puissance de rang international, et peut lui offrir les possibilités d'un développement sans précédent de son commerce et de sa prospérité... » Les impérialistes britanniques et américains, continuait-il, essayaient partout de freiner l'expansion japonaise, « la meilleure des démarches possible pour les hommes politiques japonais serait de prendre place au côté de la nation chinoise contre ses ennemis, montrant ainsi que le Japon désapprouve et ne veut pas soutenir les militaristes ou la politique impérialiste d'intervention... Le Japon et la Chine doivent établir une combinaison qui s'oppose à l'impérialisme britannique<sup>13</sup>. » En l'espace de quelques semaines, les Japonais réagirent à leur manière aux avances de Wuhan : leurs troupes firent mouvement vers le Shantung, occu-

pèrent Tsinan et s'emparèrent du chemin de fer conduisant à la mer.

La Grande-Bretagne, pour sa part, était tout à fait satisfaite. Le 9 mai, à la Chambre des communes, Sir Austen Chamberlain, ministre des Affaires étrangères, exprima officiellement la satisfaction des puissances après le coup de Chiang et la tournure subséquente des événements. La note diplomatique envoyée par Eugène Ch'en en réponse aux protestations des puissances après l'affaire de Nankin, fut rejetée comme « non satisfaisante tant sur le fond que dans les détails ». Lorsque les notes diplomatiques des puissances furent présentées, déclara Sir Austen,

la Chine au sud du Yangtze était apparemment unie sous la direction du gouvernement nationaliste siégeant à... Hankow... quatre jours après la date de la réponse de M. Ch'en ce gouvernement n'existait plus... depuis moins de deux mois, il semblait que le parti sudiste et les armées nationalistes balayaient la Chine du sud au nord. Nankin a déjà fait échec à cette victorieuse carrière, s'il ne l'a point ruinée totalement. Les communistes ont été réprimés par les nationalistes eux-mêmes avec une sévérité et une efficacité dont aucune puissance étrangère n'aurait été capable. A Shanghai, à Canton, dans d'autres villes les organisations extrémistes ont été démantelées et leurs chefs exécutés. Le gouvernement nationaliste de Hankow a perdu sa position dominante, et désormais représente à peine plus que le souvenir d'un nom <sup>14</sup>.

A la consternation outragée de la communauté britannique en Chine, qui réclamait de promptes représailles violentes et directes, Chamberlain assura que l'Angleterre était heureuse pour l'instant de pouvoir se décharger de ce travail sur Chiang. Une semaine plus tard, le représentant britannique à Hankow était rappelé \*.

Les conséquences diplomatiques des événements de Chine se répercutèrent jusqu'en Europe. Staline avait misé sur la victoire de Chiang pour donner à la Russie un solide bastion et infliger ainsi une défaite à l'Angleterre, première puissance en Chine et chef de file des nations antisoviétiques. En Angleterre même, il avait mis ses espoirs sur le soi-disant Comité anglo-soviétique d'unité syndicale. Le coup de Chiang ruinait ce genre d'espoirs et de calculs; pour les Anglais il signifiait clairement la défaite des projets russes en Chine. A Londres, le 12 mai, la police

\* Comme s'il avait voulu insister sur le sens de ce rappel, le gouvernement britannique choisit ce même jour, le 17 mai, pour annoncer une remise de décoration à l'équipage de la canonnière anglaise qui avait gratuitement bombardé Wauhsien, sur le haut Yangtze, huit mois plus tôt.

fit une descente dans les locaux de l'*Arcos Ltd*, l'organisme commercial soviétique. Il y eut des inculpations pour espionnage. Le Comité d'unité syndicale éclata. Le 26 mai, l'Angleterre rompait ses relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. Toute la position internationale de la Russie s'en ressentit, elle se retrouvait plus que jamais isolée. A Moscou l'attitude anglaise déclencha une psychose de guerre.

A Londres, on avait tout de suite compris que Wuhan ne représentait pas une sérieuse menace, et que ce n'était plus « que le souvenir d'un nom », et le gouvernement britannique avait agi au mieux de ses intérêts. Par contre, à Moscou, la fiction d'un Wuhan fermement révolutionnaire prévalait encore, et portait les derniers espoirs que la situation en Chine, et avec elle toute l'image internationale qui en découlait, puisse encore être corrigée en faveur de la Russie.

Néanmoins, même les propres délégués du Comintern à Hankow sentaient la différence, même s'ils ne la reconnaissaient pas ou ne la comprenaient pas. L'atmosphère des relations avec les puissances avait tout entière changé. Les navires de guerre étrangers sur le Yangtze, qui jusqu'ici n'avaient paru constituer qu'une menace dérisoire en regard du mouvement de masse déferlant sur l'arrière-pays apparaissaient maintenant comme de hideux dragons marins porteurs de menace. Le Kuomintang de gauche ressentait intensément la nouvelle pression de cette longue ligne grise de vaisseaux sur le fleuve. Roy, l'envoyé du Comintern ne la ressentait pas moins.

Non seulement Shanghai [écrivait-il] mais le Yangtze tout entier est infesté de navires de guerre. Le Yangtze, la principale artère commerciale de la Chine, est sous le contrôle direct de l'artillerie impérialiste.

C'est un « Hold-up » sur une grande échelle. Le bandit impérialiste crie : « Haut les mains ! » à la Chine révolutionnaire. Le siège du gouvernement nationaliste, Hankow, est pratiquement une ville assiégée. Un formidable déploiement de croiseurs, de destroyers et de canonnières conteste avec arrogance au peuple chinois le droit de gouverner son pays comme il l'entend. Les fusiliers marins anglais, américains, français, foulent les rues de la capitale. Le gouvernement nationaliste souffre de cette indignité en silence car à la moindre provocation le bandit lui ferait sauter la cervelle<sup>18</sup>.

Wuhan avait en effet perdu sa « position dominante » politiquement, militairement et psychologiquement. Grâce

au coup de Chiang et à la pusillanimité du Kuomintang de gauche, l'Angleterre, qui était arrivée en janvier le chapeau à la main, repartait en mai avec un haussement d'épaules méprisant. « L'optimisme plein de jeunesse, la superbe confiance et l'intrépide agressivité » qu'un observateur anglais avait notés s'étaient complètement effondrés. Il ne restait plus qu'une peureuse incertitude. « Avant que trois mois ne se soient écoulés, avait déclaré Ch'en d'un ton sans réplique, nous aurons, après avoir frayé notre chemin dans le Honan, conquis Pékin, d'où, au nom du Kuomintang et de la Chine nationaliste je parlerai un langage que Sir Austen Chamberlain ne pourra pas ignorer... les armées révolutionnaires sous Feng Yü-hsiang et T'ang Sheng-chih jointes aux forces relevant du commandement de Yen Hsi-shan sont maintenant en train d'encercler la soldatesque de canailles de Chang Tso-lin<sup>16</sup>... » Mais Feng lui fit défaut, Tang se déroba et Yen lui manqua. Eugène Ch'en n'eut plus jamais l'occasion d'être ignoré par Chamberlain\*.

Pour les industriels de Wuhan, le coup de barre de Chiang contre les syndicats était un encouragement gros de promesses pour l'avenir. Sentant le vent qui venait de Nankin, ils résistèrent avec une vigueur nouvelle aux exigences et aux grèves ouvrières. Ils fermèrent usines et magasins, incitèrent au retrait de tous les dépôts des banques locales, et expédièrent à Shanghai toutes les réserves d'argent. Délibérément, ils sabotèrent et paralysèrent Wuhan et la région que la ville commandait économiquement<sup>17</sup>. Les marchands et les usuriers dans les provinces environnantes thésaurisaient, ou firent passer leur argent à Shanghai, en tout cas refusèrent aux paysans tout prêt quelle qu'en soit l'échéance. Il n'y avait aucune liquidité disponible ailleurs, et en bien des endroits les paysans n'étaient plus à même d'acheter les vivres qui leur permettraient d'atteindre le printemps. Les spéculateurs faisaient monter cyniquement le prix du riz. Les étrangers coopérèrent à ce programme de sabotage en fermant leurs usines, en limitant le nombre de navires à vapeur en service, en insti-

\* En 1933, alors qu'il tenait le portefeuille de Affaires étrangères de l'éphémère gouvernement du Fukien, installé à Foochow par une révolte contre Chiang Kai-shek, Ch'en remâchait le passé. « *Alors, alors*, je pouvais parler avec autorité car j'avais les masses derrière moi », déclara-t-il à l'auteur. Il ne comprit jamais que s'il avait perdu cette autorité c'était pour avoir abandonné les masses, chassé de Foochow, comme il l'avait été de Wuhan par Chiang Kai-shek. Eugène Ch'en disparut dans une obscurité bien méritée. Il est mort en 1944.

tuant un véritable blocus de Wuhan. En mai, le lock-out avait touché près de cent mille ouvriers, en quatre mois on estimait que ce nombre avait doublé. Les détenteurs du capital préféreraient encore un risque de ruine aux exigences du prolétariat.

Un régime « révolutionnaire » du genre de celui que le Comintern supposait exister à Hankow aurait dû prendre de sévères mesures de représailles. Les usines fermées auraient dû être saisies et remises en route. Les coopératives paysannes auraient dû être créées pour prendre la relève des usuriers défaillants et pour les amorcer il aurait suffi de confisquer les richesses et l'argent thésaurisés. Le soutien de ce mouvement de redistribution des terres aurait été le premier jalon sur le chemin de la réorganisation de la vie rurale. L'Internationale communiste « conseilla » au Kuomintang de gauche de s'emparer des banques, des usines et des boutiques. Mais le Kuomintang de gauche ne se souciait pas tant de violer la propriété bourgeoise que de la protéger. Le chapeau à la main il se rendit à la chambre de commerce de Hankow, plaidant pour que le commerce revienne à son rythme normal, promettant de contenir le mouvement des masses. Les dirigeants de Wuhan n'attribuèrent pas la responsabilité de la débâcle économique au sabotage capitaliste mais aux « excès » des travailleurs. L'humeur chagrine des ouvriers, toujours à se plaindre et à réclamer, ruinait le commerce et l'industrie.

Ces réclamations méritent d'être vues de près. Entre janvier et avril 1927, les grèves des dockers de Hankow avaient eu pour résultat de porter leur salaire de 3 à 7 dollars chinois par mois. Dans les manufactures de textile, les femmes et les enfants qui, précédemment, gagnaient 12 cents par jour, luttèrent pour obtenir 20 cents par jour et ils réussirent — c'est-à-dire que leur salaire mensuel était passé de 3,60 dollars à 6 dollars \*. Dans les fabriques d'allumettes, les grévistes obtinrent une augmentation de 17 à 40 coppers pour une journée de douze heures. Dans les filatures de soie, au personnel en majorité féminin, la journée de travail fut ramenée de dix-sept à douze

\* Un dollar chinois (« dollar d'argent ») valait à l'époque un demi-dollar américain.

Le taux du « copper » (« t'ong-pan »), monnaie divisionnaire de cuivre (théoriquement un centième de dollar), subit d'importantes fluctuations par rapport au dollar et à sa monnaie divisionnaire d'argent.

En 1925, 1 dollar valait 240 coppers; en 1928, 285 coppers.

heures. Dans les usines de teinture, et encore pas toutes, les salaires passèrent de 18 à 50 *coppers* pour une journée de douze heures. En moyenne on était passé de 10 à 14 dollars mensuels; encore qu'au même moment un rapport sur les salaires et le coût de la vie présenté par un service gouvernemental ait conclu que, pour subsister, une famille de quatre personnes devait disposer de 27,46 dollars. La question du temps de travail n'avait guère progressé. Des enfants de sept et huit ans travaillaient toujours, autant que les adultes, pour 10 *cents* par jour et la journée de huit heures pour eux restait une demande sur le papier. Un mémoire du ministère du travail rappelait à la fin du mois de juin que la majorité des employés dans les magasins de la ville travaillaient de douze à quatorze heures et que quelques-uns luttèrent pour une réduction du temps de travail de dix-sept à seize ou quatorze heures. On faisait à peine attention aux demandes des apprentis pourtant confinés dans des conditions bien pires que l'esclavage<sup>18</sup>.

Un journaliste du *People's Tribune* rencontra quelques responsables syndicaux en mars, à l'époque où déjà le Kuomintang n'avait à la bouche que le mot d' « exigences déraisonnables ». « Entendant prononcer ce mot de « déraisonnable » les syndicalistes sourirent. Ils étaient eux-mêmes des ouvriers d'usine. Toute leur vie, ils avaient trouvé admirable ce terme de « raisonnable ». Ils m'interrogèrent là-dessus. Toute leur vie, disaient-ils, ils avaient cherché quelque raison à leur existence. Ils n'en avaient trouvée aucune, sinon qu'ils devaient mourir pour que d'autres puissent se nourrir et se vêtir. Où se trouvait la « raison » dans tout cela<sup>19</sup>? »

Aucun des avantages acquis par les ouvriers de Wuhan ne les mettait à une portée « raisonnable » d'un niveau de vie qui assure une subsistance minimum — et ici le lecteur occidental doit se souvenir que l'expression « subsistance minimum » signifiait alors en Chine, comme aujourd'hui d'ailleurs, quelque chose que partout ailleurs on aurait regardé comme la famine. C'était, par conséquent, « des excès » lorsque les ouvriers traînaient devant leurs tribunaux les marchands ayant spéculé sur le riz et la nourriture. C'était un excès lorsque les ouvriers de Hanyang avaient décidé de rouvrir les usines et de les faire marcher; de même lorsque les ouvriers de Puchih ou d'autres villes du Hupeh s'étaient emparés de magasins que leurs propriétaires avaient délibérément fermés. C'était un excès lorsque les comités paysans du Hunan

et du Hupeh avaient mis l'embargo sur les chargements de riz des négociants, afin de résister aux spéculateurs qui espéraient les réduire par la famine. C'était bien plus qu'un excès lorsque les paysans avaient mis la main sur les stocks de riz des grands propriétaires pour nourrir leurs familles. Ces actes et d'autres du même genre, disaient les leaders du Kuomintang de gauche, ruinaient le commerce et sabordaient la vie économique. Ils devaient cesser sur-le-champ. L'un des premiers actes officiels de Wang Ching-wei de retour à Wuhan fut de briser la coopérative ouvrière qui gérait une quinzaine d'usines à Han-yang, d'imposer la restitution des usines et d'ordonner la dissolution de la section locale du Kuomintang de Han-yang qui avait soutenu les ouvriers <sup>20</sup>.

A la fin du mois d'avril, des règlements furent édictés, abolissant les fonctions de police et de justice que les syndicats avaient assumées jusqu'ici. Dorénavant, ils ne pourraient le faire qu'avec leurs adhérents. Ces règlements furent rédigés par le gouvernement et furent diffusés par l'Union générale du Travail du Hupeh. On constitua des cours d'arbitrage et toute « réclamation mal fondée » d'augmentation de salaire fut prohibée <sup>21</sup>. Hsiang Chung-fa, secrétaire communiste de l'Union générale du Travail fit afficher en ville une proclamation demandant aux travailleurs un « effort suprême » et leur ordonnant de « suspendre provisoirement la lutte contre le capitalisme <sup>22</sup> ».

Le 20 mai, le Comité exécutif central du Kuomintang publia un manifeste sur la « nature poly-classe de la révolution ». Ce manifeste exprimait beaucoup plus clairement la nature de classe de la gauche Kuomintang de Wuhan :

Le succès ou l'échec de la révolution dépendra du soutien qui lui sera effectivement apporté par les industriels et les négociants. Qu'ils puissent effectivement ou non soutenir la révolution dépendra de la résolution que mettront ouvriers et paysans à les traiter en alliés...

Depuis que l'expédition du Nord a été déclenchée... il est regrettable que les organisations ouvrières et paysannes de la vallée du Yangtze, en raison de leur rapide croissance, n'aient pas eu conscience de leurs bêtises... Ils n'ont pas su saisir l'avenir de la révolution comme un tout et ils ont déprécié leurs alliés, les négociants et les industriels. Des exigences excessives par exemple ont été présentées à leurs employeurs par la paysannerie ou le monde ouvrier, qui dénotaient une profonde méconnaissance des aspects économiques de la situation. Les usines et les magasins ont été fermés par les piquets, et des demandes exorbitantes, impossibles à satisfaire, ont été imposées aux employeurs et aux propriétaires. En conséquence de cela les industriels, les nég-

ciants, ont pensé que le gouvernement leur refusait sa protection et qu'ils ne pouvaient jouir de la liberté, dans le respect des personnes et des biens. Ils ont pu penser également que, non seulement, la révolution ne leur avait apporté aucun bénéfice d'aucune sorte, mais encore qu'elle avait mis en danger et compromis leur bien-être et leur sécurité. Par conséquent, ils se sont tenus à l'écart du front de la révolution et ont gardé un âpre ressentiment contre les paysans et les travailleurs qui auraient dû être leurs alliés révolutionnaires. Et c'est une conséquence de tout cela si maintenant les paysans et les travailleurs se trouvent isolés, s'ils aboutissent à leur propre suicide, et si les bases réelles de la révolution se trouvent ébranlées.

Le parti... ne peut ignorer la position solitaire des ouvriers et des paysans manquant de directives; il ne peut négliger les intérêts des alliés révolutionnaires, les industriels et les négociants, il ne peut non plus leur refuser une protection adéquate. Notre politique consiste à les unir tous deux sur le même front, à ne jamais les laisser se séparer et à leur permettre de se partager équitablement les bienfaits de la révolution. Afin de promouvoir cette politique, le gouvernement national a décidé de mettre en application les points suivants :

1° Le ministère du travail et les autorités provinciales devront adopter des règles d'arbitrage et mettre sur pied les juridictions qui régleront les conflits entre travailleurs et propriétaires d'usines.

2° Une loi sur le travail sera promulguée, les horaires de travail seront réglementés... une échelle de salaire sera adoptée en rapport avec les conditions de vie, la protection des travailleurs sera garantie.

3° Interdiction aux ouvriers et aux employés de présenter des demandes excessives, interdiction également d'intervenir dans l'administration des usines et des magasins.

Toute demande sera présentée à une commission mixte qui sera désignée par l'union des marchands et le syndicat, cette commission imposera aux demandes des limites acceptables.

4° Aucun syndicat, aucun piquet de grève, n'est autorisé à menacer, à décider des amendes ou à adopter quelque mode de coercition que ce soit contre les boutiquiers ou les propriétaires d'usines<sup>23</sup>...

Avec soumission, à son tour l'Union générale du Travail communiste « coopéra » avec le gouvernement « révolutionnaire \* ». Quelques jours plus tard était proclamée

\* Anna Louise Strong a décrit comment les ouvriers de l'arsenal de Hanyang s'étaient massés autour d'une délégation de syndicalistes russes en visite. « Pendant votre révolution, demandèrent-ils, quelle attitude avez-vous adoptée envers le sabotage des industries gouvernementales? Pendant votre révolution, quand les métallos ont-ils commencé à recueillir des avantages? Ont-ils bénéficié de ces avantages aussitôt que les exploités ont été renversés, ou ont-ils dû attendre et se sacrifier très longtemps avant que la révolution ne finisse par s'installer? » M<sup>lle</sup> Strong omit de mentionner la réponse des délégués russes, ou s'ils ont répondu, mais continua sa descrip-

la « discipline révolutionnaire » à l'intention des ouvriers, les invitant d'une façon pressante à « ne pas oublier les intérêts de leurs alliés, les industriels et les commerçants » et proclama les règles suivantes :

1° Les travailleurs qui violeront la discipline révolutionnaire seront punis.

2° Les contrevenants importants seront déferés au gouvernement pour être jugés et punis.

3° Il est interdit aux sections syndicales d'arrêter, de mettre à l'amende, ou « par tout autre moyen d'opprimer d'autres personnes que les travailleurs <sup>24</sup> ».

La montée des prix effaçait les maigres bénéfices d'une centaine de grèves. Les travailleurs se tournaient vers des solutions plus révolutionnaires de leurs problèmes, mais furent réprimés par les communistes qui leur disaient d'attendre que le gouvernement de Wuhan se décide à passer à l'action, une action qui ne vint jamais. Le Comité central du parti communiste chinois « ordonna aux syndicats de ne pas combattre pour les revendications ouvrières mais de se soumettre à la discipline du travail... de ne pas occuper les usines, même lorsque leurs propriétaires les avaient abandonnées dans le but évident de les saborder, de ne pas fermer les magasins même lorsque les boutiquiers haussaient délibérément les prix <sup>25</sup> ». Earl Browder s'adressa à un meeting de syndicalistes à Hankow, le 29 avril, et dit que le gouvernement aurait à régler la question des prix et que tout échec en ce domaine signifierait « un désastre pour les forces révolutionnaires <sup>26</sup> ». Le gouvernement échoua bel et bien. Les communistes en prirent leur parti. Ce fut vraiment un désastre.

Le même étalon de l'intérêt de la propriété put servir à mesurer la position prise par le Kuomintang de gauche sur la question primordiale de la terre. Staline avait

tion : « Nombreux étaient les sacrifices qu'ils avaient déjà consentis à leur gouvernement révolutionnaire. Ils ont mis de côté leur demande d'une journée de huit heures afin de travailler de treize à dix-sept heures dans l'arsenal » parce que notre gouvernement révolutionnaire est menacé ». Ils ont retardé la demande d'une loi qui réglementerait le travail des enfants. J'ai vu moi-même des enfants de sept et huit ans travaillant dix heures par jour dans des usines de textiles de Wuchang et les responsables syndicaux m'ont dit que « Wuhan est emprisonné par un blocus. Nous ne pouvons attaquer le secteur de la production, tout spécialement celui appartenant à des étrangers. » Ils avaient raison de se sacrifier pour Wuhan, car ailleurs, la situation était pire. A Shanghai, Canton, au Hunan, les travailleurs étaient exécutés. A Wuhan on leur laissait cette occasion de relever la tête et de discuter un peu. Ils étaient pathétiquement reconnaissants pour ce maigre privilège. »

promis que le Kuomintang de gauche ferait montre de la plus extrême détermination pour résoudre le problème agraire. En fait, il y eut à la place un escamotage de la solution, se ramenant à des plaintes contre les excès des paysans, et admettant la répression forcée qui s'abattait sur les paysans dès qu'ils essayaient de leur propre chef de régler le problème à leur manière.

Les leaders de Wuhan n'étaient pas insensibles à la force des masses paysannes. Aussi longtemps que de réconfortantes paroles avaient suffi pour garder ce pouvoir à leur disposition, ils avaient effectivement beaucoup parlé. Par exemple : « La réalisation des buts de la révolution nationale dépend du réveil des paysans de toute la Chine. Notre parti défendra toujours les intérêts des paysans, et combattra toujours pour eux de façon que toutes les classes privilégiées qui les oppriment soient déracinées... de façon que les paysans opprimés soient réellement émancipés. » A nouveau, aussi tard que le 19 mars, un manifeste gouvernemental affirmait que « la révolution doit provoquer de grandes modifications à la campagne... afin de mettre un terme aux activités des parasites locaux, d'une caste de hobereaux sans loi, des grands propriétaires et des contre-révolutionnaires, ceci sous le pouvoir des paysans... c'est la seule voie... Si l'on ne donne pas aux paysans la possibilité de posséder leur propre terre, ils ne seront pas capables de soutenir jusqu'au bout la révolution <sup>27</sup>. »

Dans des termes aussi audacieux que ceux de l'Internationale communiste, le Kuomintang avait même proposé d'armer les paysans. Dans sa « déclaration aux paysans », en mars, le Comité exécutif central avait déclaré :

Afin d'assurer... la victoire... les paysans auront besoin d'armes pour leur protection. Les bandes armées levées par des grands propriétaires féodaux... devront être désarmées et leurs munitions devront être remises aux paysans. De plus, le parti doit adopter des mesures qui permettraient aux paysans d'acheter des armes à bas prix. En bref, des mesures qui leur permettent de se procurer un armement suffisant pour leur autodéfense. Ceci pour assurer la pérennité de la victoire révolutionnaire rurale et celle des influences démocratiques sur les vieilles influences féodales <sup>28</sup>.

C'étaient d'énergiques paroles, mais les mots seuls ne pouvaient donner sa terre au paysan. Parce que ce n'était que des mots, et rien que des mots, les difficultés commencèrent pour ceux qui les mettaient en circulation dès que

les paysans du Hupch et du Hunan commencèrent à les prendre, pratiquement, au sérieux. La « Plate-forme pour les ouvriers et les paysans » que le Kuomintang adopta en octobre 1926 ne promettait rien de plus qu'une réduction de 25 % du loyer et la « prohibition » de l'usure, avec cette clause que l'intérêt des prêts ne pourrait excéder 20 % par an. L'article sur la réduction des loyers resta lettre morte. En outre, les paysans, d'eux-mêmes, en vinrent rapidement à la conclusion que la solution ne résidait pas dans des réformes limitées mais concernait la terre directement. Le Congrès du Kuomintang, en mars 1927, admit que « la question cruciale, dans le problème des pauvres fermiers, est la question de la terre », mais la seule proposition qu'il offrait était un projet de banques agricoles où l'on prêterait à 5 % afin de compenser l'absence de capital parmi les cultivateurs pauvres<sup>29</sup>. Ce Congrès mit sur pied une commission de la terre qui était supposée fournir les statistiques, et les autres renseignements nécessaires, pour une concrétisation effective de la politique agraire. Cette commission commença à siéger le 27 avril. Elle comptait la plupart des dirigeants du Kuomintang et T'an P'ing-shan au nom du parti communiste. Voici, collationnées d'après diverses sources<sup>30</sup>, les délibérations de cette commission :

A l'ouverture, tout le monde fut d'accord pour reconnaître que les paysans devaient être maîtres de la terre. Encore fallait-il décider quels paysans et pour quelles terres? « Ceux qui la cultivent » avait proposé aimablement un des plus radicaux. Mais alors quelle terre? Certainement pas celle des petits landlords déclara Wang Ching-wei. La tâche du parti était de protéger ces petits landlords, n'étaient-ils pas, en effet, une partie intégrante de la petite-bourgeoisie? Certainement pas celle appartenant aux officiers, dit T'ang Sheng-chih. Il se lamentait en effet de voir les paysans du Hunan saisir les biens des officiers ou de leurs familles. Pourquoi à Chienchih, avaient-ils arrêté un chef de régiment, qui se trouvait être propriétaire également d'un vaste domaine? Ils l'avaient attaché, l'avaient coiffé d'un bonnet d'âne et l'avaient promené dans les rues! Et la belle-sœur de Ch'en Ch'eng, un général nationaliste, qui avait été obligée de raccourcir ses cheveux pour montrer sa solidarité avec le nouvel ordre des choses! cela ne pourra jamais se faire. Peut-être les simples soldats et les paysans sans terre, l'accepteraient-ils, mais les officiers jamais. L'armée, vous rendez-vous compte, serait

divisée sur ce problème de la terre. Or, nous ne pouvons nous payer le luxe d'une cassure dans l'armée, n'est-ce pas?

Non, certes, en aucun cas approuveront rapidement les membres de la commission.

Bien, alors la terre des gros propriétaires terriens, les grands landlords? Oui, celle des gros propriétaires terriens! Mais là encore, comment déciderons-nous quels landlords sont petits et lesquels sont grands? En outre, comme l'avait demandé T'ang Cheng-chih, « il nous faut penser à trouver des moyens qui garantissent les terres appartenant aux officiers de l'armée révolutionnaire nationale », il est donc nécessaire de distinguer ceux des gros landlords parents d'officiers et ceux qui n'ont pas le bonheur d'avoir un frère ou un fils sous l'uniforme.

« Il faut établir un critère de confiscation » dirent à leur tour Wang Ching-wei et Sun Fo.

Hsü Ch'ien avait son idée. Il avait découvert quelque part que 15 % seulement du sol national était défriché. « Il n'y a donc aucune raison de prendre les terres des landlords, dit-il, quand nous pouvons offrir aux paysans celles que personne ne cultive. » Mais Hsü Ch'ien fut incapable de vérifier son évaluation et de toute façon la majorité de ces terres incultes se trouvaient dans le Nord-Ouest, au Tibet ou bien au Sinkiang. La déportation en masse des paysans du Hupeh et du Hunan vers le Turkestan ne paraissait pas tout à fait réaliste; aussi Hsü Ch'ien en convint-il en adoptant l'idée de T'an Yen-k'ai selon laquelle il serait possible de confisquer exclusivement la terre des « landlords perfides ou méchants et des mauvais hommes d'affaires ». Mais alors, quels étaient les méchants landlords, ou alors (on frémit à la seule évocation de tels personnages) les landlords spécialement perfides.

Chacun était dubitatif.

Quand quelqu'un proposa de racheter les terres des petits landlords T'an Yen-k'ai se frotta le menton. « Ceci ne satisferait pas les petits landlords, dit-il, parce qu'ils n'ont encore qu'une confiance limitée envers le gouvernement national. Si nous leur donnons en échange nos bons, ils ne vivront pas en mangeant le papier. Il faut leur laisser leurs terres. »

Au nom des communistes, T'an P'ing-shan suggéra timidement que seules les terres des « landlords contre-révolutionnaires » soient confisquées. Wang Ching-wei sauta sur la brèche. « Confiscation politique, grogna-t-il.

Cette expression extrêmement vague ne veut rien dire. Si les paysans dans un endroit donné sont assez forts ils considéreront chaque landlord comme contre-révolutionnaire pour pouvoir l'exproprier. La confiscation politique n'exige aucun critère. Là où les paysans sont puissants, ils vont tout droit à la confiscation économique. Là où ils sont plus faibles, ils tombent tout d'abord sur les petits landlords qui souffrent donc avant tout autre; or, nous désirons les conserver à nos côtés. » Absolument confondus, les communistes retirèrent leur proposition.

Après trois semaines, il fut finalement décidé, avec des signes de soulagement évident, que la révolution n'en était encore qu'à sa phase militaire, et que selon Sun Yat-sen, la solution des problèmes de ce genre viendrait à son heure après la victoire militaire finale et l'unification du pays, ce qui introduirait la période de « tutelle politique ». La résolution adoptée se contenta donc de reconnaître en principe que l'on pourrait désirer confisquer les grandes propriétés dès qu'elles dépassent le chiffre astronomique de cinq cents mous, mais recommandait que, pour l'instant, les loyers n'excèdent pas 40 % de la récolte; ce qui était une dérobade même selon le premier projet qui prévoyait une réduction de 25 % des loyers, puisque les loyers atteignant en certains endroits 70 % ordinairement oscillaient entre 40 et 50 % de la récolte.

Les communistes acquiescèrent néanmoins. Et ils continuèrent à le faire lorsque la commission décida de ne pas publier un compte rendu de ses délibérations « par crainte de semer le trouble dans les esprits ». L'armée était sauvée, les landlords étaient épargnés et le Kuomintang était tiré d'affaire. La solution avait été trouvée à la satisfaction de tous, sauf des paysans. Si jamais, ils acceptaient de soutenir le gouvernement en attendant, tout serait pour le mieux.

Malheureusement l'initiative était déjà passée en d'autres mains. Inspirées par le succès de Chiang, et directement poussées par Chiang lui-même, les rébellions militaires s'élevèrent tout autour du gouvernement du Wuhan. Dans le nord du Hupeh, un général du nom de Yü Hsüeh-chung défia ouvertement le gouvernement. Dans l'ouest, un autre militariste, Yang Shen, mit ses troupes en mouvement vers la capitale. Hsia Tou-yin, le commandant nationaliste qui tenait le front ouest contre Yang, se mutina brusquement, et avec une poignée d'hommes mit à feu

et à sang le sud et l'ouest de Wuhan, venant à la rescousse des landlords aux prises avec les paysans. Ch'û Ch'iu-pai, membre du Comité central du parti communiste chinois, rapporte que les paysans avaient été tellement désorientés par l'échec du gouvernement de Wuhan dans la mise en œuvre de ses propres réformes, que les efforts pour les mêler à la résistance contre Hsia ne reçurent que peu de réponse, sinon aucune<sup>31</sup>. Yeh T'ing, un officier communiste, pour parer à la menace que Hsia faisait peser sur Wuchang, se battit bravement sur la rive sud du fleuve en face de Hankow. Mais la capitale restait cernée de toutes parts, menacée à l'extérieur par les rébellions militaires et à l'intérieur par le marasme économique.

Le 18 mai, en pleine panique, le directeur du *People's Tribune* avait vu des gens effrayés « s'enfuir avec des charrettes pleines, emportant des vivres », et il avait entendu « des soupirs d'affliction dans l'air... Le désastre est suspendu sur nos têtes, gémissait la foule en proie à la panique... Cela rend les étrangers moitié furieux, moitié ravis; ils ont vu la fin de la détestable domination de Hankow nationaliste... ils espèrent voir demain à Wuhan l'aube d'un nouveau régime<sup>32</sup>. » Le journaliste raillait à la fois les espérances des étrangers et la panique des Chinois, mais il prévoyait, forçant son optimisme, une prochaine victoire de la cause nationaliste sur tous les fronts. L'étau se resserrait, et le Kuomintang de gauche n'envisageait même pas de franchir les quelques pas qui auraient pu lui donner une chance de défaire ses ennemis. Les masses ouvrières et paysannes s'étaient soulevées d'elles-mêmes, mais on les avait privées de direction, il n'y avait dans les villages aucune organisation de pouvoir local, aucun programme d'action ne leur avait été offert. Il ne subsistait rien d'autre qu'un immense désordre, l'incertitude, la confusion et le désarroi.

Les communistes s'étaient soumis pieds et poings liés à la direction du Kuomintang de gauche. Certes le Comintern avait recommandé d'énergiques mesures, à la ville comme à la campagne, mais les dirigeants du Kuomintang n'avaient pas accepté ces recommandations. Comme le Comintern leur avait également dit que sans la collaboration de la gauche du Kuomintang, il serait impossible de parvenir à la victoire, les communistes en avaient déduit qu'ils n'avaient d'autre choix que de composer. Ce qui convenait parfaitement à Wang Ching-wei qui fut d'ailleurs l'hôte d'honneur du cinquième Congrès du parti

communiste chinois qui s'ouvrit à Hankow le 27 avril. Il y déclara que « ses collègues et lui-même acceptaient avec plaisir les perspectives de l'Internationale communiste » et qu'ils « approuvaient totalement les termes » du rapport présenté par le chef de la délégation du Comintern, le communiste indien N. M. Roy. Mif, présent au Congrès, écrivit que Roy avait donné « pour la première fois, une évaluation réellement léniniste » des événements en cours, et qu'il « avait dégagé totalement les perspectives du mouvement et les directives qu'appelait une série de problèmes fondamentaux<sup>33</sup> ». Avant longtemps, ce cinquième Congrès et Roy lui-même, pour la plus grande gêne de Mif, allaient être l'objet de sévères critiques à Moscou, pour avoir ignoré la « ligne » du Comintern. En attendant, l'organe central du Comintern, *La Correspondance internationale*, publiait en endossant le contenu, et sans le moindre commentaire critique, ce même rapport. Avec toute la modestie requise Roy écrivit : « Le cinquième Congrès avait à résoudre de nombreuses questions difficiles et complexes... Il fallait tracer de claires perspectives pour le développement futur de la révolution et il fallait lui imprimer une ferme direction. C'était le rôle historique de ce cinquième Congrès de fournir ces perspectives, de tracer une ligne de conduite pour le prolétariat et d'aider à produire des dirigeants énergiques, dévoués, aux idées claires, indispensables à la marche victorieuse de la révolution. Ce Congrès a rempli ces tâches<sup>34</sup>. »

Plus tard, Roy souligna qu'il avait lutté énergiquement pour obtenir que le parti communiste chinois s'engage sur une voie révolutionnaire plus hardie, même si elle devait conduire à une rupture avec le Kuomintang de gauche. Ses propres rapports publiés à l'époque s'accordent mal avec une telle prétention. Voici comment il évaluait la situation dans le compte rendu qu'il fit au Comintern sur le cinquième Congrès précisément :

La différenciation des classes à l'intérieur du Kuomintang a renforcé les liens qui unissent son aile gauche au parti communiste. Le départ de la grande bourgeoisie a permis la transformation du Kuomintang en un bloc révolutionnaire comportant le prolétariat industriel, les paysans et la petite-bourgeoisie (avec en supplément plusieurs autres couches de la bourgeoisie)... La révolution chinoise continue à se développer sur la base d'une coalition de classes, et ne peut encore être soumise à la direction exclusive du prolétariat... Les membres dirigeants du Kuomintang ont participé aux séances publiques du Congrès et se sont déclarés prêts à fortifier le bloc avec le parti communiste<sup>35</sup>.

C'était une répétition pure et simple des formules prononcées à Moscou. Écrivant un an après la dure secousse qui avait fait s'effondrer la révolution et l'intouchabilité de Roy, Ch'ü Ch'iu-pai déclara :

La conception politique de Roy, c'était que les gens de gauche et la petite-bourgeoisie n'avaient d'autre choix que nous suivre. Il n'avait pas signalé la possibilité de nouvelles trahisons et, concrètement, la tâche compliquée du parti communiste aurait été de prévenir de telles trahisons. On peut dire que le ton de ce cinquième Congrès fut dominé par le slogan : « Vive la collaboration jusqu'au bout du communisme et du triple démisme<sup>36</sup>. »

Dans son rapport au Congrès en tant que secrétaire général, Ch'en Tu-hsiu reconnut que, en dépit des initiatives paysannes pour s'emparer de la terre, « nous avons appliqué une politique trop pacifique ». Il était d'accord pour saisir les grands domaines mais, ajouta-t-il : « A présent, l'alliance avec les petits détenteurs de terre est encore nécessaire. Nous ne devons pas tomber dans un gauchisme extrême, mais au contraire, suivre une ligne centrisme. Nous devons également attendre un développement suffisant du mouvement militaire avant de saisir les moyennes et les grandes propriétés. En ce moment, l'extension de la révolution doit passer avant son approfondissement \*<sup>37</sup>. »

Les délibérations du Congrès sur la question de la terre suivirent les mêmes méandres que celles de la commission du Kuomintang. A la fin, le Congrès communiste adopta le principe de la confiscation des grands domaines, mais ajouta : « Les terres appartenant à des officiers de l'armée révolutionnaire ou à des petits propriétaires ne seront pas saisies<sup>38</sup>. » Cela revenait à supprimer le problème, car on pouvait bien dire qu'il n'y avait pas un officier subalterne pour ne rien dire des généraux, qui ne soit d'une façon ou d'une autre lié familialement à des propriétaires du

\* Lorsque cette prise de position fut publiée, sans commentaire, par la *Prauda*, Trotsky rajouta une note à sa réponse aux thèses de Staline sur la Chine : « Cette voie est la plus sûre, la plus évidente et la plus courte vers l'effondrement. Les paysans se sont déjà soulevés pour s'emparer des terres des grands propriétaires. Notre parti en contradiction monstrueuse avec son programme et son nom, poursuit une politique agraire digne de pacifistes libéraux... La politique agraire du camarade Ch'en Tu-hsiu qui est livré pieds et poings liés à la direction erronée des représentants du Comintern n'est objectivement rien d'autre qu'une rupture du parti communiste chinois avec le mouvement paysan véritable. » Trotsky, *Problems of the Chinese Revolution* (New York 1931).

Hunan, du Hupeh ou des autres provinces. Dans son rapport Ch'en Tu-hsiu avait même mentionné ce fait que « les officiers sont des jeunes gens issus de la classe des landlords ». Composer avec eux, c'était abandonner la paysannerie.

Les tendances au cours de ce cinquième Congrès furent discutées par Ch'ü Ch'iu-pai de la façon qui suit : « La ligne de Borodine était le recul et le ralentissement de la révolution agraire. Faire des concessions à la petite-bourgeoisie... des concessions aux prétendus marchands ou industriels, des concessions aux landlords et aux hobereaux; l'alliance avec Fêng Yü-hsiang pour abattre Chiang Kai-shek; et au moyen d'une politique de ce genre diriger les leaders de la gauche contre les forces réactionnaires de Wuhan et de Nankin. Roy était partisan de concessions vis-à-vis des hommes d'affaires... contre les concessions aux propriétaires terriens ou aux hobereaux, [mais] pour de légères concessions aux petits landlords et aux généraux révolutionnaires. » Le Comité central du parti fut pour de « larges concessions aux hommes d'affaires, de larges concessions aux petits landlords et aux hobereaux, considérant que la révolution agraire ne pouvait être immédiatement réalisée, qu'elle nécessitait au contraire une période préalable de propagande... considérant qu'il valait mieux laisser la gauche [du Kuomintang] prendre les choses en main et qu'il vaut mieux pour nous que nous nous tenions un peu à l'écart afin que la révolution ne prenne prématurément trop d'avance<sup>39</sup> ».

C'était là des nuances mais qui concourent à peindre une seule réalité : le recul. Ce Congrès proclama finalement que la tâche la plus importante était « d'unir tous les éléments démocratiques sous la bannière du Kuomintang<sup>40</sup> ». Pour cela il fallait non seulement être évasif avec les revendications radicales des paysans, mais encore les extirper. Il était nécessaire de sacrifier chaque demande populaire aux exigences du bloc allié à la petite équipe des dirigeants de Wuhan. Le Comintern, bientôt, allait condamner cette politique, et dénoncer la responsabilité exclusive du parti communiste chinois, lors de la débâcle qui s'ensuivit. Mais les documents montrent bien que le parti communiste chinois avait appliqué à la lettre les consignes qu'il avait reçues de Moscou. A Hankow de toute façon, il y avait Borodine, Roy, Mif, le syndicaliste Lozofsky, Browder, Doriot et tout un état-major de « conseillers bolcheviques », se jetant sur les télégrammes

du Kremlin. Aucun d'eux ne fit jamais allusion à une autre politique. Chacun d'eux s'engagea dans les ornières que l'on suivait.

Moscou était puni par le propre syllogisme dans lequel il s'était enfermé. La victoire était impossible sans la révolution agraire; la victoire était également impossible sans la coopération avec le Kuomintang de gauche. Mais, comme nous l'avons vu, avec la direction du Kuomintang on ne pouvait avoir la révolution agraire. Par conséquent, selon les termes mêmes de Moscou, la révolution était impossible.

## Chapitre 14

### LA LUTTE POUR LA TERRE

Le printemps de l'année 1927 vit en Chine centrale le soulèvement le plus important depuis celui des Taipings aux cheveux longs. C'était un autre de ces moments de l'histoire chinoise où le paysan entrevoit l'occasion d'espérer de l'existence quelque chose de plus que le droit de trimer et de mourir. Il se voit alors comme un homme, et le désir monte en lui de vivre comme tel. Cela l'arrache, par millions, à sa condition et le jette dans un combat contre tout ce qui l'a réduit à l'état de bête de somme, de tireur d'eau et de tâcheron dans une civilisation vieille de plusieurs millénaires.

Des dirigeants débiles avaient essayé de tracer pour lui des distinctions morales parmi ses exploités. Il y avait, d'après eux, de « mauvais » hobereaux à renverser et de « bons » hobereaux qui leur étaient favorables. Il y avait de gros propriétaires terriens, dont il serait quelque jour possible de récupérer les terres ; et il y avait de petits propriétaires qui étaient leurs « alliés ». Leurs ennemis dans le village, c'étaient les *t'uhao*, les coqs de village, fonctionnaires et mercenaires des grands propriétaires ; mais les parents, à un titre quelconque, des officiers nationalistes, qu'ils soient usuriers, propriétaires ou petits fonctionnaires, étaient leurs amis, leurs libérateurs et il ne fallait pas porter atteinte à leurs biens. Cependant en même temps que l'impatience gagnait la paysannerie, et que le gouvernement « révolutionnaire » ne faisait même pas mine de tenir ses maigres promesses, les paysans commencèrent à comprendre que le slogan : « A bas les *t'uhao* et les mauvais hobereaux ! » ne correspondait pas à leurs intérêts mais aux intérêts de ceux qui voulaient utiliser les paysans sans contrepartie. Il y eut un réveil dans les campagnes et les

mots d'ordre prirent une tournure plus plébéienne : « Tous ceux qui ont de la terre (*T'u*) sont nos exploités (*hao*), et il n'existe pas de hobereau qui ne soit mauvais <sup>1</sup>. »

Le Kuomintang disait : « A bas les traités inégaux ! » mais les seuls traités inégaux que les paysans du Hunan connaissaient, c'étaient ceux qui les liaient à leurs propriétaires. Ces traités fixaient jusqu'à 70% de la récolte le montant des loyers, les obligeaient à verser des provisions sur ce loyer sans qu'il leur soit ristourné quoi que ce soit ; à faire des cadeaux aux propriétaires lors des fêtes ; à convoier, servir les invités ; à participer, sans aucune gratification, aux préparatifs des fiançailles, des mariages ou des funérailles dans la famille du propriétaire. Pour les paysans du Hunan, « l'abolition des traités inégaux » signifiait l'abolition de ce servage. Le Kuomintang avait seulement promis une réduction de 25% des loyers et « abaissé » le taux des intérêts à 20% par an. Il avait aussi parlé d'une « égalisation des droits des locataires », sans dire ce qu'il entendait par là. Les locataires ne tardèrent pas à donner à l'expression un sens qui en fût un pour eux. Lorsque le Kuomintang eut démontré sa carence, ou son peu d'empressement à voir appliquer ses propres réformes, les paysans, agissant avec une logique aussi rapide que directe, s'emparèrent des terres qu'ils cultivaient. Leurs esprits et leurs gestes étaient empreints d'une naïveté féroce sur laquelle se brisaient toutes les ruses et qui mettaient en cause toutes les traditions. C'était quelque chose d'effrayant pour ceux qui avaient à y perdre, et ils s'enfuirent. A la fin du mois d'avril, dans de vastes zones du Hunan et du Hupeh, la confiscation des terres et des biens était à l'ordre du jour. En Chine centrale, la lutte pour la terre avait gagné aux organisations de masses en quelques mois à peine, près de dix millions de paysans.

L'oppression accumulée depuis des siècles avait tracé de profondes ornières, et la révolution nationale, en les effaçant par son passage, avait ébranlé toute la vieille société, tout ce qui, dans cette société, était vieux, corrompu, dégénéré et décadent. Les bandelettes furent arrachées des pieds des fillettes. Des jeunes filles aux cheveux coupés courts, animées d'une énergie qui défiait tout, s'enfoncèrent dans les campagnes pour réveiller leurs sœurs, et les libérer des entraves qui avaient pesé sur des générations entières \*. Confucius, le grand prêtre des privilèges

\* « Depuis plus de quatre-vingts ans que je suis née, jamais je n'ai vu une femme comme toi avec deux pieds si grands, sans chignon et portant l'uni-

et de la soumission, fut jeté à bas des piédestaux que lui avait élevés une morale réactionnaire, et les dépouilles de son culte furent promenées dans les rues. Les temples bouddhiques furent transformés en écoles, en locaux pour les réunions. Les missionnaires étrangers, qui n'avaient jamais réussi à intéresser des Chinois trop avisés pour n'avoir qu'une seule foi, firent leurs malles et fuirent ce qu'ils appelaient l'anarchie, incapables comme ils l'étaient de trouver un autre nom à cette réalité qui les dépassait. Les superstitions, les vieilles coutumes ne furent pas oubliées : « Les dieux d'argile et de bois ont déjà perdu toute leur dignité », notait un rapport fait à la campagne. « Le peuple se passe désormais des cinq classiques et des quatre livres. Ce qu'il veut désormais, c'est des rapports politiques. Il désire connaître la situation dans le pays et dans le monde. Les Men Shen (les dieux du seuil), dont on collait les noms sur les portes, sont maintenant recouverts de slogans, et à l'intérieur des maisons les *chaomu kao-piao* (les tablettes de l'autel des ancêtres) ont été remplacés par des affiches ou des slogans peints à la main sur des banderoles <sup>2</sup>.

Les maux profondément incrustés dans la vieille société furent balayés par le flot. « Depuis les derniers jours de la dynastie mandchoue », écrivait un rapport en provenance du Hunan, « le pouvoir à plusieurs reprises a prohibé l'opium, mais en fait le bureau de la prohibition en a toujours été l'agence de vente. Seuls les petits fumeurs étaient condamnés à une amende; les fonctionnaires et les hobereaux, quoique fumant ouvertement, n'ont jamais été inquiétés... Mais ce qui avait été durant vingt ans une vaine interdiction est devenu effectif après que les paysans se furent soulevés. Les associations paysannes ont décrété que quiconque serait pris à fumer de l'opium aurait une amende et devrait défilé dans la rue. Plusieurs hobereaux

forme militaire, » disait une vieille Chinoise à la vue d'une de ces jeunes propagandistes. Celle-ci, qui se trouvait à Chiayu, dans le sud Hupé, écrivait à une amie de Hankow : « Une fois, pendant que j'écrivais, assise sur l'herbe, beaucoup de femmes sont accourues vers moi. Je posai ma plume pour leur parler de 'l'émancipation des pieds'. Alors une vieille commère aux "lotus d'or" [les pieds bandés] longs de trois pouces, me dit : "Tu as de si grands pieds! Tu ne te trompes pas de chaussures avec ton 'vieux patron' [mari]?" Un camarade leur conseilla de couper leurs cheveux. Il dit : "Si vous vous coupez les cheveux, vos 'vieux patrons' ne pourront plus les attraper pour vous battre. — Mais oui! et si nous avions de grands pieds, c'est nous qui les battrions," répondirent-elles. » « Une lettre de la campagne », *People's Tribune*, 22 juin 1927. Ces lettres ont été éditées en français : Pin Yin, *Une jeune Chinoise à l'armée révolutionnaire*.

bien en vue ont été ainsi condamnés à défiler avec des bonnets d'âne sur la tête, après quoi personne dans les campagnes du Hunan n'a plus osé fumer d'opium. Pour extirper complètement les jeux d'argent, les pionniers (des garçons de douze à quinze ans) ont fait du porte à porte, brûlant sur-le-champ les jeux de mah-jong et les jeux de cartes. On ne bande plus les pieds des femmes. Des dignes et des routes ont été construites, de vastes terres incultes ont été défrichées... Créer des écoles et tuer les vieilles superstitions, telle est maintenant la tâche la plus exaltante à la campagne... Les paysans ont rendu pacifiques les campagnes. On peut dire ce que l'on veut du désordre qui règne dans le Hunan; il est en tout cas plus tranquille que sous les grands propriétaires terriens<sup>3</sup>... »

Les paysans accomplirent ces tâches jusqu'au bout et souvent avec humour. A Hwangkang, au Hupeh, on posa sur la tête des grands propriétaires, en guise de bonnet d'âne, les boisseaux de trois *do* trois *sen* qu'ils utilisaient pour mesurer le grain lors du paiement des loyers. La justice paysanne était simple, rapide et indulgente.

Il y eut peu de condamnations à mort, peu d'exécutions. La plupart du temps, les propriétaires et ceux de leurs acolytes qui avaient commis des crimes contre les paysans étaient condamnés à de lourdes amendes ou à des peines de prison. La justice était rendue par le comité local siégeant devant tous les paysans réunis. Auparavant, les plaintes étaient reçues et les querelles réglées par le hobereau du lieu qui bénéficiait des privilèges d'un baron du temps de la féodalité. Il siégeait dans la cour de sa maison et prononçait les sentences comme bon lui semblait. Tout cela fut bouleversé. Les comités locaux reprirent les longues listes de plaintes qui n'avaient pas eu de suite et réglèrent rapidement les procès en cours. Le paysan voulait en finir une bonne fois avec les landlords et les usuriers, et on le vit bien dans les sentences qui furent prononcées.

Les organisations paysannes s'attaquèrent aux problèmes économiques des campagnes avec la même incorrigible simplicité. Elles ne pouvaient de leur côté rien résoudre tant que dans les grands centres urbains n'avait pas été définie une politique économique radicalement nouvelle. Néanmoins, elles essayèrent. Avec l'argent et les stocks de nourriture et de marchandises confisqués, ils montèrent des coopératives et mirent en place quelques mesures destinées à contrôler la circulation des céréales et à empêcher la spéculation. Quelques-unes de ces coopé-

ratives procédèrent même à des émissions de billets qui furent acceptés sans difficulté par les paysans de l'endroit. Et quand il fallut se prononcer sur les loyers dus aux grands propriétaires, les associations paysannes décrétèrent qu'ils étaient abolis. Les prêts qui avaient été consentis à des taux usuraires furent annulés. Les associations essayèrent également d'attaquer à la racine l'une des pires misères de la vie paysanne : la vente des femmes et des enfants destinés à la prostitution et à l'esclavage. Le trafic des vies humaines était depuis longtemps une activité commerciale florissante. Chaque année des dizaines de milliers de femmes et d'enfants étaient vendus à des bordels ou aux familles aisées utilisant des esclaves. A Yanghsin, les délégués de l'association paysanne du hsien, (le district), votèrent des crédits sur l'argent confisqué aux hobereaux pour nourrir ceux qui avaient faim « afin qu'ils ne soient pas obligés de vendre leurs femmes et leurs enfants pour survivre », mais chaque tentative séparée, fragmentaire, pour faire face aux difficultés économiques, ramenait toujours les paysans au problème fondamental de la terre. Avant tout c'était de terre dont ils avaient faim et, canton après canton, les paysans en arrivaient à satisfaire leur envie. Ils commencèrent à décréter que la terre était confisquée, et à la répartir entre eux.

En bien des endroits, cette opération commença par se dérouler avec une facilité déconcertante. Craignant pour leurs vies, ou espérant qu'on leur laisserait quelque chose, les grands propriétaires remirent volontairement leurs terres aux associations paysannes. Ils sentaient que le mouvement les dépassait. Le gouvernement à Wuhan, les troupes répandues dans le pays, tout semblait participer à une transformation révolutionnaire ; c'en était trop pour eux ; trop pour qu'ils puissent prétendre s'y opposer. S'ils n'avaient pas les moyens de s'enfuir les grands propriétaires se préparaient à profiter au maximum du nouvel ordre des choses, à s'adapter à un pouvoir qui, croyaient-ils, parlait en faveur des paysans. Cela ne tarda pas à changer, lorsque les hobereaux et les grands propriétaires commencèrent à comprendre qu'à Wuhan un tel pouvoir n'existait pas, qu'à Wuhan il n'y avait qu'irrésolution, hésitation et une peur des paysans qui valait bien la leur. Ils reprirent confiance et commencèrent à s'organiser par village, par canton, pour résister aux exigences paysannes. Ils sonnèrent le ralliement de leurs hommes de main et de tous les affreux à leur solde pour constituer des *mint'uan*,

des « milices ». Bien payées, appâtées par des promesses pour l'avenir, ces bandes commencèrent à attaquer les organisations paysannes et furent bientôt à même de piller les campagnes de plus en plus féroce-ment.

Un rapport détaillé, provenant de l'association paysanne locale, décrivait de la façon suivante la situation au Hunan :

On ne peut dire que les paysans aient jusqu'ici réussi à renverser les *haoshen* \*. On peut seulement dire qu'ils sont en révolte contre eux. Ceux qui ignorent les conditions réelles disent qu'au Hunan elles sont terribles, et que beaucoup trop de *haoshen* ont été tués. La réalité est tout autre... Les *haoshen* tués sont quelques dizaines seulement, alors que le nombre de paysans tués par les *haoshen* est stupéfiant... Bien des gens savent que les paysans font une révolution au Hunan, mais bien peu connaissent la cruauté et la fourberie des *haoshen*... Dans chaque *hsien*, on avait pris l'habitude de voir les *mint'uan* lyncher les paysans... la torture était chose commune... quand des paysans étaient arrêtés, on les tuait carrément, à moins qu'avant on ne leur ait coupé les muscles des jambes ou arraché le sexe, etc. Les *mint'uan* ont arrosé d'essence et brûlé vif un étudiant qui était venu à Tsalien pour se joindre au mouvement paysan... Après avoir été chassés des villages par les paysans, les *haoshen* et la lie des *mint'uan* ont souvent cherché une alliance avec les bandits contre les associations paysannes. Neuf rapports sur dix arrivant à l'association paysanne de la province font état de la collusion des *puhao* avec les bandits; ils boivent ensemble du vin et du sang de coq \*\* pour renverser l'association paysanne et tuer les commissaires du parti...

Ils ont également constitué des organisations réactionnaires. A Siangsiang, ils ont appelé l'une de ces organisations l'association pour le soutien des villes et villages; à Hengyang, le parti blanc; à Liling et à Liuyang, le parti San-Ai. A Liling a été fondée une autre association, l'association pour battre les chiens, chiens voulant dire paysans. En plusieurs endroits du Hunan, il s'est établi un parti pour la sauvegarde de la propriété. Ces organisations projetaient et ont exécuté les massacres des paysans et les expéditions contre les associations paysannes... Quelquefois, ces complots ne furent pas découverts par les paysans, mais les organisations ne furent jamais dissoutes... Une autre méthode des *puhao* consistait à s'infiltrer dans les associations paysannes... pour les saboter. Ils ont également organisé leurs propres associations paysannes. Adoptant sans restriction les mots d'ordre du mouvement paysan... ils voulaient organiser un système de rivalités de clans \*\*\* pour monter un *hsien*

\* *haoshen* : terme qui englobe les grands propriétaires, les hobereaux (*shenshi*, *lieshen*), et leurs mercenaires, les *puhao*.

\*\* Pour prêter serment lors d'une cérémonie d'alliance.

\*\*\* Dans beaucoup de *hsien*, la plupart des habitants portaient un seul nom de famille et appartenaient, à des degrés différents de parenté, au même clan.

contre un autre, un nom contre un autre nom. Pour séduire les membres de ces clans et les enrôler dans leurs associations, ils leur promettaient du blé et du riz à bon marché. Ils ont également abusé les organismes responsables et se sont fait reconnaître comme des associations spéciales de district <sup>4</sup>.

Les familles des hobereaux qui fuyaient à Changsha, à Hankow, à Shanghai, répandaient les histoires les plus monstrueuses qu'elles pouvaient inventer. Parmi elles, il ne manquait pas de se trouver le vieillard chenu, digne de confiance, que l'on retrouve dans chaque révolution, en Occident et en Orient, depuis 1789. Ils répandaient des histoires, parmi les soldats en particulier, selon lesquelles, dans un délai de moins de six mois, toutes les épouses et toutes les sœurs du Hunan seraient « mises en commun ». Ces accusations venaient de hobereaux possédant autant de concubines qu'ils avaient pu s'en procurer, de grands propriétaires dont les exactions obligeaient les paysans à vendre leurs femmes, et qui bien souvent étaient les propriétaires, ou au moins les patrons des pires bordels de leurs villes. Ils essayaient également de faire vibrer la sensibilité filiale des Chinois en faisant croire qu'au Hunan les paysans rouges massacraient tous leurs adversaires de plus de cinquante ans.

Les rapports des associations paysannes du Hupeh ne diffèrent guère de ceux provenant du Hunan, sinon qu'au Hupeh, le mouvement avait été plus lent à se mettre en route et que les hobereaux avaient plus souvent réussi à prendre le contrôle des associations paysannes. « Dans beaucoup de villages, il n'y a pas de paysans du tout dans l'association paysanne, seulement de beaux messieurs en longues robes aux larges manches qui vont et viennent », expliquait un de ces rapports. Et lorsque les paysans avaient réussi à garder le contrôle de leurs organisations, les hobereaux concentraient leurs efforts sur les bureaux locaux du Kuomintang. Une fois qu'ils les tenaient, ils pouvaient monter des associations paysannes rivales sous leurs propres auspices et tracer une frontière nette entre le parti et les paysans. « Dans le district de Chi-hsui on empêche même des paysans de s'inscrire au parti. » Au Hupeh, on vit également se développer des groupes réactionnaires comme la *Ta Tao Hui* (la société du grand couteau), la *Ch'üan T'ou Hui* (la société des poings) et bien d'autres, financés et dirigés par des grands propriétaires. Entre les hobereaux et les militaristes en révolte, le contact fut

bientôt établi. Lorsque Hsia Tou-yin se mutina au mois de mai, un journaliste qui se trouvait sur place a décrit comment ses troupes marchèrent

de Chiangling à Chienli, Hsienti, Tungyang, ouvrant les portes des prisons aux *haoshen* qui leur servaient alors de guides pour pourchasser les commissaires des associations paysannes, les membres des comités exécutifs et les mettre à mort. Presque tout le long de la route jusqu'à Wuchang, ils tuèrent tous ceux qui leur tombaient sous la main. Dans le hsien qui se trouve à la frontière du Honan, les hobereaux firent alliance avec les Piques Rouges pour massacrer les paysans. Dans le nord et à l'ouest du Hupeh, ils se sont unis à Chang Lien-shen et Yü Hsüeh-chung... A Yanghsin ils ont arrosé les paysans d'essence et les ont brûlés vifs. A Hwangkang ils les ont marqués au fer rouge et tués. A Lotien ils ont attaché leurs victimes aux arbres, les ont lardées de coups de couteaux et ont versé du sable et du sel dans les plaies. Ils ont coupé les seins des femmes, transpercé leurs corps avec des fils de fer, et les ont fait défiler nues dans les rues. A Tsungchang, chaque camarade a été ainsi percée vingt fois <sup>5</sup>.

L'association paysanne du Hupeh estimait que quatre mille cinq cents paysans, dont cinq cents femmes, furent assassinés de cette façon dans la province entre février et juin. Elle fit l'inventaire des méthodes d'exécution : « Les paysans ont été pendus, fusillés, étranglés, enterrés vivants, brûlés vifs... coupés en morceaux <sup>6</sup>. » La population des campagnes, illettrée et fruste, manquait de raffinement, mais pendant ces dures journées, elle put recevoir quelques leçons des défenseurs de la culture de ses maîtres; une culture si ancienne, si délicate, si appréciée de tant de sinologues étrangers sentimentaux. Les paysans ne réussirent jamais à perpétrer ne serait-ce qu'une partie des horreurs que leur avaient infligées la classe dominante, lorsque la lutte se réduisit à de la violence toute nue. Les paysans du Hupeh et du Hunan étaient en fait sans défense. Ils n'avaient pour armes que leur nombre et leur récent désir de changer leurs conditions de vie, et pour cela ils étaient seuls. On leur avait interdit de créer aucun organe effectif d'un pouvoir local. Au-dessus d'eux, à Wuhan, il n'y avait aucun pouvoir central pour les soutenir. Le gouvernement ne se préoccupa jamais de tenir ses propres promesses de réduction des loyers; comme en témoignent tous les rapports. Ce qu'il fit plutôt, c'est un barrage systématique contre les tentatives des paysans d'appliquer leur propre programme. Les associations paysannes pressaient constamment le gouvernement de définir

clairement sa politique et de trouver des modèles de solutions au problème de la terre. Les porte-parole du gouvernement se contentèrent de répondre en parlant des « excès des paysans <sup>7</sup> ».

Au Hunan, la délégation itinérante de l'Internationale communiste avait à nouveau sous les yeux des faits difficilement compatibles avec les analyses de Moscou. Selon la relation qu'a laissée Sydor Stoler, le délégué soviétique de l'équipe, ils trouvèrent que le programme du Kuomintang de réduction des loyers et des taux d'intérêt ne pouvait être appliqué à cause « de la résistance des grands propriétaires ». Un représentant du Kuomintang leur déclara : « Il y a une demande forte et générale des paysans de la province pour obtenir de la terre. Ils veulent la division de la terre. Ils disent qu'ils obéiront au gouvernement national, mais en même temps ils demandent au gouvernement de faire quelque chose. Ce qu'ils veulent c'est la terre <sup>8</sup> ! »

A Moscou, Staline rejetait l'idée des soviets ou des conseils populaires locaux parce que — on en reparlera — cela aurait signifié un combat contre le « centre révolutionnaire » de Wuhan, la « seule autorité gouvernementale ». Trotsky répliquait que le « centre révolutionnaire » était une fiction, et que l'appareil du pouvoir révolutionnaire devait être créé sur une base populaire dans les villes et les campagnes. Le jugement de ceux qui étaient sur place et n'avaient jamais entendu parler ni des thèses de Staline ni de celles de Trotsky sur la question est passé sur ces deux points de vue opposés. Le délégué de l'association paysanne du Hupch à Hankow déclara au mois de mai que la nécessité la plus pressante était « d'établir immédiatement des organes de soutien d'un système politique. Les organes politiques qui existent maintenant en réalité ne sont pas du tout un pouvoir <sup>9</sup> ». Stoler, Browder et Doriot découvraient au Hunan que les paysans essaient de créer à leur manière précisément le genre de pouvoir local auquel Trotsky faisait allusion et que « la seule autorité gouvernementale » dont parlait Staline n'avait aucune existence réelle.

« Tandis que les militaristes ont été vaincus et chassés », rapportèrent-ils, «... les fonctionnaires et les hobereaux, comme les grands propriétaires, se sont maintenus. Partout, nous les avons vus... Ils continuent à exercer leur dictature féodale sur la population... Une révolution sans la destruction du vieux système d'administration local est impensable... Cela est profondément ressenti et compris par les

masses, partout... Au Hunan, le processus de destruction du vieux système est plus avancé que dans aucune des autres provinces que nous avons visitées... des commissions spéciales ont été mises sur pied dans différents districts pour s'emparer de l'administration des affaires locales. Ces commissions comportent des représentants du Kuomintang, des syndicats et des unions paysannes... Tandis que dans les campagnes, les vieux fonctionnaires continuent à faire la loi, ils sont petit à petit remplacés par des conseils de citoyens élus par la population... Mais il convient de remarquer ici que tout ce travail pour se débarrasser du vieux système corrompu... manque encore de méthode. L'absence d'un programme défini en vue de réorganiser le pouvoir local est profondément ressenti. Bien sûr, on peut expliquer cela par la préoccupation que causa à la Chine révolutionnaire la guerre contre les militaristes et le combat contre l'impérialisme. Partout les visiteurs du Comintern entendaient crier : « Des armes pour les paysans ! Nous n'avons ni fusils, ni munitions. Les paysans doivent être armés ! » Ils trouvèrent des paysans en train d'organiser des groupes de défense avec des piques et des charrues, et ils entendirent les plans qu'ils faisaient sans désespérer pour obtenir des armes et des munitions. « Il y eut des cas cités, où les paysans avaient pris aux troupes nordistes des milliers de fusils ; mais invariablement, ces armes étaient remises à l'armée ou au gouvernement national <sup>10</sup>. »

Les paysans voulaient de la terre et des armes, et ils essayaient d'organiser des « conseil de citoyens » pour parer aux contre-attaques qu'on voyait poindre de tous côtés. Le secrétaire de l'équipe du Comintern écrivit que ce serait une « erreur fatale » pour le gouvernement national de ne pas chercher à résoudre les problèmes agraires de la façon révolutionnaire la plus radicale, mais le gouvernement national commit cette « erreur fatale », et les communistes furent privés de tout pouvoir qui leur aurait permis de la rectifier. A Wuhan, lorsqu'il s'agit d'appliquer un programme agraire quel qu'il soit, ce ne furent que des dérobades et de la confusion ; mais lorsqu'il s'agit de briser les reins des paysans et de les empêcher d'agir comme ils l'entendaient, on ne tergiversa pas. Lorsque les associations paysannes commencèrent à exercer un pouvoir politique dans les campagnes, le régime de Wuhan leur ordonna d'y renoncer. Ne pouvant ou ne voulant pas en finir lui-même avec les *min'uan* qui écumaient la campagne, le gouver-

nement de Wuhan interdit aux associations paysannes de monter des procès et, un peu plus tard, leur ordonna même de ne procéder à aucune arrestation <sup>11</sup>.

« Des hobereaux et des grands propriétaires sans scrupules sont dénoncés par le parti pour avoir constamment rançonné et opprimé les paysans », déclarait le Comité central exécutif du Kuomintang. « ... Mais il faut noter que, de toute manière, c'est seulement après avoir établi la preuve claire et définitive de leur culpabilité que les grands propriétaires et les hobereaux pourront être remis aux institutions légales. Les familles prospères et innocentes des campagnes qui ne sont pas hostiles à la révolution nationale sont sous la protection du gouvernement nationaliste. Les camarades de notre parti devraient instruire les masses d'une manière précise contre les attaques irréfléchies contre la liberté des autres, leurs biens, leur profession ou leur foi. Celui qui trouble l'ordre public... s'oppose aux intérêts révolutionnaires, et sa conduite équivaut à des outrages contre-révolutionnaires. Les quartiers généraux du parti des différentes localités devront veiller à mettre en échec de telles actions <sup>12</sup> ... »

« Les paysans sont heureux de remettre au gouvernement la tâche de juger », déclara le secrétaire de l'association paysanne du Hupeh, « mais le gouvernement n'a pas de fonctionnaires dans tous ses districts, et notre réclamation la plus importante, c'est que le gouvernement de Wuhan établisse rapidement des gouvernements locaux... Un gouvernement de ce genre, nous, les paysans, nous le défendrons au prix de nos vies si le gouvernement nous fournit des armes <sup>13</sup>. »

Mais le gouvernement ne désirait pas voir s'installer un pouvoir révolutionnaire dans les campagnes; au lieu de cela, il ordonna la dissolution des associations paysannes qui essayaient d'instaurer ce genre de pouvoir. Chaque association paysanne avait droit, en théorie, à une milice de cinquante hommes armés, et un décret précisa que ces cinquante miliciens ne pourraient utiliser leurs armes que contre les bandits et jamais contre les grands propriétaires. Dans tout le Hupeh, où il n'y avait pas moins de trois millions de paysans organisés, les associations paysannes possédaient sept cents revolvers, répartis à travers toute la province <sup>14</sup>.

« Bien des *hsien* ont délégué à la capitale des gens pour réclamer des fusils », rapportait le délégué de l'association paysanne du Hupeh auprès du Kuomintang. « Ils ont

apporté suffisamment d'argent, demandant seulement qu'on les aide à les acheter; ceci n'est pas seulement la demande des associations paysannes des villages, mais la demande universelle de tous les paysans. » Ces délégués furent renvoyés chez eux les mains vides, et toutes les autres réclamations restèrent sans réponse. « Les paysans... étaient sans armes et continuellement soumis aux attaques des contre-révolutionnaires. Malheureusement, il était généralement impossible de répondre à ces requêtes demandant l'envoi d'une aide militaire dans le pays », disait un rapport officiel du Kuomintang<sup>15</sup>.

« Dans le district de Huang-an, par exemple », rapportait le secrétaire de l'association paysanne du Hupeh, « les réactionnaires ont tué vingt et un responsables paysans. L'association a prié le gouvernement d'envoyer des troupes pour les protéger. Mais le gouvernement dit que les troupes sont occupées au front. L'Union paysanne demande alors l'autorisation de se servir de ses propres armes, mais cela également le gouvernement l'interdit, n'autorisant l'usage des armes que contre les bandits reconnus comme tels, et interdisant leur emploi pour régler tout conflit civil à l'intérieur du village. Que pouvons-nous faire? Les réactionnaires ne reconnaissent aucune loi. Ils tuent ceux qu'ils veulent. Mais nous devons suivre la loi, puisque nous sommes une association responsable, quoique la loi soit impuissante à nous aider et nous interdise de nous aider nous-mêmes... Nous avons gagné la confiance des paysans en leur promettant de mettre fin à une situation déplorable... Nous n'y avons pas mis fin... le simple paysan nous crie seulement : « menteur! Vous n'avez rien fait pour nous. Maintenant, nous ne voulons plus écouter vos phrases creuses. » Nous essayons de détruire le féodalisme. Mais le féodalisme repose sur la structure économique actuelle des campagnes. Les hobereaux ont tout l'argent, les pauvres doivent emprunter chaque printemps pour les semailles, les engrais et même pour leur propre nourriture. Maintenant, les hobereaux refusent de continuer à prêter de l'argent parce qu'ils détestent les unions paysannes. Les deux tiers des paysans ne peuvent obtenir d'argent pour les semailles. Ils commencent à critiquer l'association. Nous avons promis d'organiser des coopératives mais, pour cela comme pour le reste, nous n'avons pas d'argent... La loi nous interdit de prendre la terre des hobereaux jusqu'à ce que soit mise au point la nouvelle politique sur la terre, et que les tribunaux aient rendu leurs sentences... »

M<sup>lle</sup> Strong ajoutait : « Contre cette liste terrifiante de difficultés... il me dit que l'union paysanne avait simplement formulé deux demandes : l'établissement immédiat de gouvernements locaux avec une milice suffisante pour les soutenir contre les bandits et les réactionnaires sans loi; l'établissement immédiat de coopératives et l'octroi d'allocations pour les paysans... exigences nécessaires et élémentaires, concluait-elle, mais utopiques compte tenu de la situation financière, politique et militaire de Wuhan.<sup>16</sup> »

Tel était le centre révolutionnaire tel qu'il existait en Chine centrale, et non pas tel qu'il existait dans la version romanesque de Moscou. Lorsque leurs demandes les plus élémentaires devinrent des « rêves utopiques », les paysans en vinrent vite à considérer comme des menteurs non seulement les porte-parole de Wuhan mais aussi leurs propres organisations. « Les unions paysannes », rapporta un orateur lors du Congrès du Hupeh le 25 juin, « ont perdu graduellement la confiance et le soutien des paysans parce que les paysans n'ont rien retiré de leur lutte, sinon la mort ou des ennuis<sup>17</sup>. » Lorsque Hsia Tou-yin se mutina au mois de mai, il ne songea pas à amener le drapeau de Wuhan. « Parce qu'il continuait à brandir la bannière du Kuomintang et parce qu'il n'avait pas indiqué clairement son attitude, les paysans n'étaient pas sur leurs gardes quand ils ont été attaqués. L'attaque fut soudaine, il y eut des arrestations, beaucoup s'enfuirent, si bien que les paysans perdirent leurs chefs et les associations se sont effondrées. Par conséquent ils n'ont aidé ni au combat ni au transport<sup>18</sup>. » Au gouvernement de Wuhan siégeaient maintenant deux ministres communistes titulaires à juste titre des portefeuilles du Travail et de l'Agriculture. Le plénum du Comintern de la fin de l'année 1926 avait ordonné aux communistes de pénétrer dans le gouvernement national. En mars, la session plénière du Kuomintang nommait T'an P'ing-shan ministre de l'Agriculture et Hsü Ch'ao-jen, le syndicaliste cantonnais, ministre du Travail. Earl Browder écrivit le 10 avril : « La nomination de communistes à la tête de ces deux postes signifie un approfondissement de l'étape sociale de la révolution. » Il dit que cela signifiait « un tournant vers la gauche qui, a n'en pas douter, choquerait et surprendrait l'impérialisme britannique et l'impérialisme américain<sup>19</sup> ». Un journaliste britannique, Arthur Ransome, comprit un peu mieux que Browder ce qu'allait être la position du ministre

communiste du Travail \* : « Il ne sera pas l'instrument des syndicats, écrivit-il, mais un intermédiaire entre le gouvernement et le monde du travail <sup>20</sup>. » En fait, l'entrée des communistes dans le gouvernement de Wuhan précédait un virage à droite qui ne réservait des surprises qu'aux ouvriers et aux paysans.

Comme ministres, les communistes continuèrent à jouer le rôle d'otages et d'agents complaisants de la politique du Kuomintang. Le Comité central du parti communiste rappela à ses représentants siégeant aux côtés des dirigeants du Kuomintang, lors de ce qu'on appela la conférence commune, que toute proposition concrète « devrait ressortir... de la solidarité avec l'aile gauche du Kuomintang ». Ils ne soulevèrent pas d'objections lorsque Wang Ching-wei annonça que le seul Comité central du Kuomintang aurait le droit de publier le procès-verbal et les décisions de cette conférence commune. Le Comité central du parti communiste ordonna également à ses membres travaillant dans la presse \*\* « d'œuvrer dans l'esprit des résolutions du Kuomintang <sup>21</sup> ».

Lors de l'investiture de T'an P'ing-shan, le 20 mai, Wang Ching-wei déclara : « Le mouvement paysan s'est développé rapidement... Ce qu'il nous faut, c'est un homme capable de diriger les paysans... le camarade T'an est ce

\* Arthur Ransome résuma finement la contribution du Comintern à la révolution chinoise lorsqu'il écrivit en février 1927 que la Russie avait appris au Kuomintang « comment transformer le pieux programme du Docteur Sun pour élever le niveau de vie des travailleurs en une arme défensive et offensive de gros calibre. On peut dire que Borodine a appris au Docteur Sun à se fier aux classes plus qu'aux individus, après lui avoir appris à se fier à un parti plutôt qu'à lui-même. Borodine a pu montrer comment la révolution de 1905 avait été l'œuvre des ouvriers ... pour le bénéfice de la bourgeoisie russe. Il a pu expliquer comment la révolution agraire en France ... avait écrasé la seigneurie féodale au bénéfice de la bourgeoisie ... Ce sont des armes dangereuses, mais aucune autre n'aurait pu amener un résultat aussi concluant. En mettant en œuvre ces armes, on faisait agir évidemment les communistes chinois, et les coups les plus durs s'abattaient sur eux si la révolution chinoise trouvait nécessaire de les écraser et dès qu'elle le voudrait. » *The Chinese Puzzle* (Londres 1927).

\*\* Les communistes n'avaient pas de quotidien; en dehors même du respect des clauses de leur alliance avec le Kuomintang, le Comintern ne leur suggéra jamais d'agir autrement. Staline disait en avril : « Tout en combattant dans les rangs du Kuomintang révolutionnaire, le parti communiste doit préserver son indépendance plus que jamais. » Et Trotsky de son côté : « Préserver? Mais jusqu'à ce jour le parti communiste chinois n'a pas cette indépendance. C'est précisément son manque d'indépendance qui est la cause de tous les maux et de toutes les erreurs. Au lieu de mettre un terme une fois pour toutes aux pratiques de la veille, Staline propose de les conserver « plus que jamais ». Mais cela signifie qu'ils veulent conserver la dépendance idéologique et organisationnelle du parti prolétarien envers le parti de la petite-bourgeoisie, inévitable instrument de la grande bourgeoisie. »

dirigeant. Plus qu'aucun autre, il a les moyens de résoudre les problèmes paysans. » Dans sa réponse, T'an déclara : « Je ressens profondément la solennité de ma tâche et je travaillerai durement pour appliquer la politique agricole du gouvernement... le programme agricole du Kuomintang et du précédent président (Sun Yat-sen <sup>22</sup>). » Cette adresse inaugurale, mentionna-t-on longtemps après l'événement, « fut quelque chose de honteux. Pas un mot sur la révolution agraire, sur la confiscation des terres, sur l'élimination du pouvoir des *t'uhao* et des hobereaux de village. Il parla d'abondance sur la réforme libérale des conditions de la paysannerie et s'emporta contre les « excès ». Une fois installé, T'an P'ing-shan décrétait immédiatement des instructions interdisant aux paysans « tout acte inconsidéré » contre les *t'uhao* sous peine d'un châtement sévère <sup>23</sup>. »

« Il y a à présent dans le mouvement d'émancipation paysanne une crise », écrivit T'an dans un de ses premiers manifestes, en tant que ministre de l'Agriculture. « Il s'agit d'une période transitoire... une période de chaos et de lutte, d'actes prématurés, et de gestes jetant la confusion sur l'issue finale. On peut attribuer une partie de la responsabilité aux demandes excessives des paysans. Ces demandes excessives sont imputables à la longue répression antipaysanne, ils en sont le résultat logique... mais il est nécessaire de les contrôler... Le gouvernement annonce par conséquent la politique qu'il suivra; tous les actes irresponsables, tous les gestes illégaux des paysans seront écrasés dans l'œuf, dans l'intérêt de la majorité des paysans, dans l'intérêt de l'étape principale du mouvement paysan... Tous les éléments qui ne sont pas hostiles à la cause de la révolution dans chaque village doivent être rassemblés et organisés sous sa bannière, et pour cela la paix doit régner dans les campagnes. Il ne faut pas que tout cela soit compromis par les demandes excessives des paysans. Que les hobereaux et les grands propriétaires tyranniques aient leur sort réglé par le gouvernement. Toute action délibérée des paysans qui aboutira à l'arrestation ou à la mise à mort des grands propriétaires sera punie selon la loi <sup>24</sup>. »

Jen Hsü, secrétaire général de l'Association paysanne pan-chinoise se plaignit « qu'au Hupeh le mouvement paysan se développât trop rapidement », et annonça que l'association avait décidé de « modérer » le soulèvement paysan afin d'assurer la protection des terres appartenant aux « officiers révolutionnaires ». L'association paysanne

du Hupeh emboîta le pas et « en accord avec les instructions du Comité central du Kuomintang et du gouvernement nationaliste », elle ordonna à toutes les sections de l'association d'empêcher toute action prématurée. « Il faut faire des efforts pour consolider le front et pour parvenir à une coopération plus étroite entre les paysans sans terre, les petits landlords, les commerçants et les industriels... La confiscation des biens des militaires participants à la révolution, ou des biens de ceux qui ne sont pas de mauvais hobereaux ni des voyous, est prohibée <sup>25</sup>. » Wang Ching-wei, selon son biographe, se plaignit à Borodine de ce que les paysans ne suivaient pas ces instructions et s'emparaient des terres là où ils le pouvaient. « Borodine nia être responsable de ce mouvement... Wang alors demanda à Borodine ce qu'il proposait de faire à ce sujet, et Borodine ne put que répondre que la seule façon était de modifier le mouvement <sup>26</sup>. »

Mais pendant que les politiciens de Wuhan et les communistes essayaient de « modifier » ce que le Comité central du parti communiste du 15 mai avait appelé « des actes infantiles de paysans pauvres <sup>27</sup> », leur temps était déjà révolu. Ils espéraient « restaurer l'ordre » et croyaient pouvoir y parvenir au moyen de décrets, de directives, de plaintes, de prétextes et d'ordres. Au Hunan, on les avait désormais mis de côté. L'armée « révolutionnaire » commençait maintenant à restaurer l'ordre à sa façon.

A Changsha, la capitale du Hunan, dans la nuit du 21 mai, la « modification » réelle du mouvement paysan commença à prendre forme. Le général Hsü K'e-hsiang, un subordonné de T'ang Cheng-chih, commandant la garnison locale, ordonna à ses hommes, le 33<sup>e</sup> bataillon de la XXXV<sup>e</sup> armée, d'attacher des brassards blancs autour de leurs bras. Il marcha à leur tête jusqu'au quartier général de l'Union générale du Travail du Hunan. Quatre membres du piquet de garde, deux femmes, et un cinquième homme furent abattus devant la porte, et les soldats pénétrèrent dans le bâtiment. Rapidement, des raids semblables eurent lieu au quartier général du Kuomintang, l'école du parti et les locaux des organisations paysannes, ouvrières, étudiantes. Les bureaux furent saccagés et leurs occupants arrêtés ou tués. La fusillade continua presque jusqu'au soir. Le lendemain matin, la ville était placardée d'affiches où l'on pouvait lire : « A bas les extrémistes ! », « Soutenons Chiang Kai-shek ! ». Hsü K'e-hsiang déclara qu'il avait été « obligé » de passer à l'action parce que les milices

paysannes s'apprêtaient à désarmer ses propres hommes. Hsü, de la même façon, annonça que l'organisation provinciale du Kuomintang et du gouvernement serait « réorganisée », et un comité militaire fut nommé à cet effet.

Les événements des 20 et 22 mai à Changsha mirent quelque temps avant d'apparaître dans la presse de Wuban. Il fallut attendre quatre semaines avant de trouver des comptes rendus complets<sup>28</sup>, et ce fut lorsqu'une délégation arriva du Hunan pour réclamer au gouvernement une protection contre les troupes qui sillonnaient la province pour la piller et y faisaient régner la terreur. L'indécision et la trahison achevaient ce que les militaristes avaient commencé.

Les raids du 21 mai devaient ouvrir le chapitre le plus sanglant de l'histoire d'une sanglante année. Sur le terrain qui s'ouvre à l'extérieur de la Porte Ouest de Changsha, à l'aube et au crépuscule des fournées entières d'hommes et de femmes, de garçons et de filles étaient amenées pour être tuées. Les soldats s'amusaient avec les femmes avant de leur tirer des coups de feu dans le vagin. Les hommes étaient soumis à des tortures sans nom, beaucoup de ceux qui n'étaient pas décapités étaient coupés en deux par le milieu du corps. Après la première vague de tueries Changsha connut la routine d'une dizaine au moins, et le plus souvent de trente exécutions par jour. Commencée dans la capitale, la terreur s'étendit bientôt à toute la province. En moins de quelques jours, il y avait cent morts à Hangyang, et le 24 mai à Changteh, six cents membres actifs de l'association paysanne locale furent abattus à la mitrailleuse. Lorsque des exécutions commencèrent dans le bourg de Liuyang, beaucoup de paysans s'enfuirent vers Changsha. Là, près des murs de la ville, les soldats de Hsü K'e-hsiang les attendaient et tuèrent cent trente hommes et femmes devant la porte principale. Durant les mois suivants, on estime qu'il y eut près de vingt mille victimes. Pour quelques vingtaines d'individus tués par la révolution, la réaction tuait par milliers.

Juste après le 21 mai, se place une tentative pour mobiliser les milices paysannes éparpillées. Les dirigeants locaux ordonnèrent la concentration des détachements armés dans les collines juste à la sortie de Changsha. En quelques jours, il y eut paraît-il plusieurs milliers de paysans avec leurs fusils, des hommes rendus amers par la perte de leurs sœurs ou de leurs épouses, de leurs pères, de leurs frères. Ils se tenaient prêts à marcher sur Changsha,

où Hsü K'e-hsiang ne disposait que de mille sept cents hommes. Ils comptaient s'emparer de la garnison de Changsha, tandis qu'ils rassemblaient toutes les forces de la province et ils comptaient par-dessus tout sur une aide rapide de Wuhan.

Ils commençaient à marcher sur Changsha lorsque le Comité central du parti communiste à Wuhan leur ordonna de renoncer à attaquer Changsha et « de remettre toute action jusqu'au moment où le gouvernement national aurait réglé le problème <sup>29</sup> ». Le Syndicat général pan-chinois et l'Association paysanne pan-chinoise envoyèrent un télégramme commun le 27 mai : « A l'association paysanne provinciale et au syndicat provincial, aux bons soins des syndicats de Siangtan et de Siangsiang — le gouvernement central a nommé un Comité de cinq personnes qui sont parties ce matin pour aller régler l'incident de Changsha. Demandez s'il vous plaît à tous les camarades ouvriers et paysans de la province d'attendre les fonctionnaires du gouvernement afin d'éviter toute friction supplémentaire <sup>30</sup>. » Le délégué du Comité central du parti communiste pour le Hunan ordonna immédiatement le retrait de toutes les unités paysannes. Deux détachements venus du district de Liuyang ne furent pas prévenus à temps et ils se dirigèrent au moment prévu vers les portes de la ville, où ils furent balayés par les mitrailleuses de Hsü K'e-hsiang. Ce délai permit au général Ho Chien, qui avait charge de la province pour le compte de Chiang Kai-shek, d'envoyer deux régiments depuis Yochow pour renforcer la garnison de Changsha. En quelques jours l'occasion de mobiliser toute la province fut perdue <sup>31</sup>.

Le « Comité des cinq » envoyé de Wuhan était dirigé par T'an P'ing-shan. Ch'ü Ch'iu-pai rapporte que Borodine quitta également Hankow le 26 mai « pour rétablir l'ordre », mais ils n'allèrent pas plus loin que la frontière du Hunan. A Yochow, les troupes du général Ho Chien leur intimèrent l'ordre de revenir sur leurs pas. « L'ordre » avait déjà été rétabli par les soins de la contre-révolution <sup>32</sup>.

Le gouvernement provincial « réorganisé » ordonna la restauration immédiate du système du *lienpao* (système de responsabilité collective de la famille et du village en cas de faute commise par un individu). Des décrets promirent la protection de ceux qui dénonceraient les communistes et les responsables actifs des organisations de masse. Lors du processus de « réorganisation » des différentes institutions, tous les dirigeants précédents furent abattus

sans cérémonies. Toutes les terres confisquées aux grands propriétaires ou aux temples furent remises à leurs « légitimes » possesseurs. Le projet de réunir une assemblée provinciale fut annulé et les délégués qui se trouvaient déjà à Changsha, au nombre de cent environ, furent exécutés. Les écoles furent fermées. Les étudiants, en particulier celles que signalaient leurs cheveux coupés courts, étaient en butte aux pires outrages. Les anciens journaux qui avaient été supprimés reprirent leur parution. Les *haoshen* émigrés qui avaient fui la province revinrent en foule et trouvèrent à se caser aux postes du parti et du gouvernement récemment réorganisés. Avec eux, ils ramenaient l'argent qui allait remplir les coffres privés de Hsü K'ehsiang et de Ho Chien.